

COLONEL ALERME



LES CAUSES

MILITAIRES

DE NOTRE DÉFAITE



PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES
DE L'AGENCE « INTER-FRANCE »

1940

Editions de l'AAARGH
Internet — 2005

*L'*étude qui suit fut rédigée dans le courant du mois de septembre 1940. Conçue à l'intention des amis qui soutiennent et encouragent depuis près de quatre ans les activités du Centre d'études créé par l'Agence " Inter-France ", elle n'était pas en principe destinée au public.

La plupart de ces amis me pressèrent de la faire éditer, ne serait-ce, disaient-ils, qu'afin d'éclairer utilement nombre de gens, troublés par la soudaineté, par la totalité du désastre militaire français.

Je m'y étais refusé jusqu'ici, pour des raisons d'opportunité. Les impressions ressenties étaient encore trop diverses, trop contradictoires, trop récentes, trop douloureuses aussi dans l'esprit et le cœur des meilleurs de mes compatriotes pour qu'il ne me déplût pas de leur fournir de surcroît un prétexte à controverses passionnées.

Depuis lors, les mois ont passé conférant aux jugements ce calme qui seul leur permet de se dégager avec toute la clarté souhaitable des brumes du sentiment.

Aussi les scrupules qui m'avaient fait écarter l'idée de publier ce petit livre se sont-ils évanouis.

Je n'hésite donc plus à céder aux sollicitations que l'on a bien voulu me faire.

Je prie seulement le lecteur d'abandonner tout espoir de découvrir entre les lignes de mon texte la moindre allusion critique secrète dirigée contre qui que ce soit.

Ce texte se charge d'exprimer toute ma pensée, sans nul sous-entendu, et s'il s'y trouve quelque chose de désobligeant, ce ne peut être que dans la stricte relation des faits.

Cet opuscule est écrit selon la règle que nous nous sommes imposée à " Inter-France " de regarder les choses en face et de ne rien dire qui ne soit d'une entière probité spirituelle. Il laisse de côté les questions de personnes et rend hommage à l'honnêteté professionnelle dit Commandement. Ce qu'il reproche, par contre, à ce Commandement c'est de n'avoir pas su se libérer d'une certaine façon de voir qui s'accordait au laisser aller général des Français et risquait de vouer le pays à la plus terrible des catastrophes.

Le dénouement de la tragédie ne l'a que trop prouvé.

Je me suis borné à tirer des événements les conclusions logiques qui s'imposaient.

Un jour, peut-être, des écrivains militaires en jugeront-ils différemment et s'efforceront-ils de fournir une autre interprétation de ces mêmes événements. Ils tâcheront d'établir, par exemple, que nos armées ont joué de malheur, ou s'évertueront à prouver qu'il s'en est fallu d'un rien qu'elles ne remportassent sur la Somme et sur l'Aisne une troisième « victoire de la Marne ». Il y a tant de façons d'écrire l'Histoire ou de choisir et d'utiliser les documents !

Je ne crois pas, toutefois, que ces écrivains puissent réussir à dénaturer complètement la réalité.

Si, pour la première fois dans les annales de notre Patrie, le destin s'est prononcé contre nos soldats avec la brutalité que l'on sait, sans même laisser à leur juste orgueil la consolation d'avoir remporté un seul grand succès partiel, c'est bien en raison des causes profondes que j'ai essayé d'exposer ci-après, en toute objectivité et en toute impartialité.

M. A.

Il a circulé, il circule encore, hélas ! sur les causes militaires de notre défaite, tant d'explications diverses qui non seulement affirment et ne prouvent rien, mais ont pour effet d'égarer l'opinion, qu'il nous a paru nécessaire d'indiquer ici, dans un raccourci essentiel, ce que nous croyons être la vérité.

Bien entendu, il ne saurait être question de relever la sottise des reportages qui ont paru dans trop de journaux avant et pendant la bataille de France. Presque tous ces écrits s'inspiraient de la formule américaine qui empoisonne notre presse depuis vingt ans, et qui consiste à mettre du « sensationnel » et même du « super sensationnel » partout, en spéculant sur la naïveté du lecteur et sur son manque de sens critique.

C'est, paraît-il, le secret des gros tirages. Regrettons seulement que cette formule indécente, inspirée d'une sorte de mépris systématique de l'intelligence française, n'ait pas été abandonnée, au moins pendant les jours graves où s'est joué le sort de la patrie. Les histoires de soldats allemands poussés bras dessus, bras dessous et sur huit rangs d'épaisseur à la boucherie, l'épisode de l'ennemi se faisant des remparts de ses cadavres amoncelés, celui des chefs misant sur les hécatombes pour écoeurer nos soldats de « tuer du boche », les allusions à ces méthodes imbéciles, inhumaines, exorbitantes de toutes les règles, qu'on attribuait aux Allemands, tout cela ne nous intéresse pas.

Par contre, nous ne pouvons nous empêcher de signaler en passant, pour le déplorer, qu'une autre catégorie de journalistes, celle des critiques spécialisés dans l'étude des questions intéressant l'art de la guerre, ait cru devoir, elle aussi, s'engager, avec plus de mesure évidemment, mais de façon d'autant plus pernicieuse, dans une voie qui n'a pas peu contribué à répandre les idées fausses.

N'avons-nous pas vu certains d'entre eux s'essayer à nous démontrer que l'invasion de la Norvège était la plus grande erreur stratégique de tous les temps, le va-tout d'un commandement aux abois ; que l'offensive par la Hollande et la Belgique affaiblissait nos adversaires en les obligeant à s'étendre démesurément ; que l'avance de leurs chars de combat n'avait aucune importance, qu'il s'agissait d'unités égarées çà et là dans le paysage, etc., etc. ?

Nous ne ferons pas à ces critiques l'injure de douter de leur lucidité ou de suspecter leurs intentions, nous préférons penser qu'ils voulaient inspirer ainsi à leurs lecteurs des espoirs qu'ils ne partageaient peut-être pas eux-mêmes. Il n'en reste pas moins que leurs raisonnements, invariablement tirés des prétendus enseignements de la dernière guerre, ont égaré les gens qui cherchaient dans leurs articles la vraie physionomie de celle-ci.

On nous dira : maintenant que la fièvre de savoir est tombée, maintenant que la défaite est consommée, n'est-il pas futile de regarder les choses objectivement ? Cela ne saurait nous arrêter. On ne perd pas son temps à réfléchir quand il s'agit d'un sujet comme celui qui nous occupe.

Nous nous proposons de faire méditer sur lui les Français de bonne volonté dont l'esprit a pu être troublé, mais qui ne désespèrent pas de l'avenir. Nous voudrions les aider à se rendre compte des raisons militaires d'un événement historique dont assez peu d'entre eux aperçoivent dès maintenant toutes les conséquences.

Nous n'entrerons pas dans les détails, ce sera l'affaire des historiens; nous ne jetterons qu'un coup d'oeil d'ensemble. Nous nous abstiendrons également de toute considération de caractère trop technique, qui risquerait d'être mal comprise, ou tout au moins de faire perdre de vue les grandes lignes.

Au reste, les raisons de notre défaite apparaissent à la fois simples et peu nombreuses, ainsi qu'il arrive toujours quand on regarde les choses de haut. Nous allons nous efforcer de les exposer aussi clairement et aussi fortement que possible.



La France, l'Angleterre et bon nombre de nations croyaient que l'armée française était la plus forte du monde, la mieux instruite, la mieux armée, la mieux commandée aussi. A plusieurs reprises, nos gouvernements et nos grands chefs militaires eux-mêmes l'avaient affirmé dans des discours retentissants. La fameuse revue passée le 14 juillet 1939, à Paris, en présence des membres du gouvernement britannique, n'avait-elle pas confirmé ceux-ci dans l'opinion que les deux nations alliées étaient décidément de taille à faire face à toutes les éventualités ?¹

Nous ne dirons pas que l'armée française n'était pas bonne, nous dirons seulement que la tendance, bien connue mais ridicule, des démocraties à se décerner des louanges à tout propos, nous avait fait perdre le sens, si nécessaire en politique, de la relativité.

Nos soldats gardaient l'auréole de la victoire. Leurs aînés avaient donné pendant quatre ans l'impressionnante mesure de leur héroïsme et de leur ténacité ; ils avaient terminé la guerre mondiale avec des moyens de combat qui l'emportaient en nombre et peut-être en qualité sur ceux de leurs adversaires. Or, à l'automne de 1939, ces moyens notre armée les possédait toujours, perfectionnés, modernisés pour une grande partie, multipliés aussi. Les corps de troupe, les arsenaux, les magasins et les dépôts disposaient d'un armement dont le prix s'élevait à plus de quatre cents milliards de nos francs actuels.

Pourquoi, dans ces conditions, le grand public, qui ne sait rien ou presque rien des exigences techniques de la guerre, qui discerne mal l'évolution des choses et n'en voit que les apparences, aurait-il douté de nos chances ? Il serait injuste de lui faire grief d'avoir cru à l'inébranlable solidité de son armée.

Le Commandement était sans doute mieux placé pour savoir à quoi s'en tenir sur nos possibilités militaires comparées à celles de l'Allemagne.

Nous abordons ici une question délicate et qu'il convient d'étudier avec autant de prudence que d'objectivité, mais avec une entière liberté d'esprit.

A la vérité, notre Etat-major se trouvait les meilleures raisons de croire à notre supériorité. Ses grands chefs, pour la plupart, étaient les hommes qui avaient naguère fait la preuve de leur valeur à des échelons moins élevés, dans les quartiers généraux d'armée et de corps d'armée, entre 1914 et 1918. Les autres étaient de brillants officiers de troupe. Certains s'étaient longuement expliqués dans des conférences et des livres sur la stratégie et la tactique allemandes et, forts d'une expérience victorieuse, n'avaient pas ménagé les critiques. Leurs jugements apparaissaient d'autant plus pertinents qu'ils les exprimaient avec ce tact, cette mesure, cette sorte d'objectivité à la fois courtoise et scientifique, dont sont coutumiers les officiers de haut grade. Rien n'était plus rassurant que cette certitude qui se dégageait d'analyses ainsi exposées. La guerre moderne n'avait pas de secrets pour eux. Le passé était le garant de l'avenir. Il n'était que de combler quelques lacunes, mais les grandes lignes étaient fixées. N'avait-on pas, par exemple, tiré cet étonnant enseignement des dernières batailles que « l'artillerie conquiert le terrain et que l'infanterie l'occupe » ? N'avait-on pas triplé, en conséquence, le nombre de nos batteries d'artillerie ? Bref, quiconque se serait permis de douter de nos axiomes, de notre préparation intellectuelle et matérielle aurait passé pour inconvenant.

¹Au début de juillet 1939, deux mois tout juste avant que nous ne déclarions la guerre à l'Allemagne, présidant à Lille une manifestation des Sociétés hippiques rurales, un de nos grands chefs n'avait-il pas textuellement dit : « Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire, elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un Haut Commandement remarquable. Personne chez nous ne désire la guerre, mais j'affirme que si on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. »

Tout cela eut été parfait, à l'exception de graves erreurs de principe, si l'on eut pensé de même de l'autre côté du Rhin. Malheureusement le Grand Etat-major allemand n'acceptait pas sa défaite. Il était loin d'être d'avis de s'en tenir comme nous, à la maxime « on garde les mêmes et on recommence ». La guerre mondiale lui avait donné tort. Il tenait à savoir pourquoi.

Nous verrons tout à l'heure que ce pourquoi il l'a trouvé et qu'il en a tiré les conclusions qui s'imposaient.

Quoi qu'il en soit, notre Commandement, s'il ne s'est que trop peu préoccupé des idées de l'organisation et de l'outillage allemands, avait assez de clairvoyance pour estimer qu'une guerre avec le Reich serait très dure et que les choses n'iraient pas d'elles-mêmes si les deux armées étaient seules à se rencontrer ou si l'armée allemande n'avait à faire face qu'à la coalition anglo-française.

Il semble que sur cette question, sa position vis-à-vis des Pouvoirs publics ait toujours été la suivante : si l'armée française est appelée à rencontrer seule les troupes allemandes, notre devoir est de faire toutes réserves sur l'issue de la lutte ; elle combattrait avec sa vaillance traditionnelle et sa longue expérience, mais il nous appartient de mettre en garde contre des espoirs inconsidérés ; par contre, si l'armée allemande est dans l'obligation d'entrer en opérations sur deux fronts opposés à la fois, l'un à l'est, l'autre à l'ouest, la tâche de nos troupes se trouvera singulièrement facilitée et toutes les espérances seraient alors permises.

Cette thèse irréprochable éclaire les efforts faits par les gouvernements anglais et français pour réaliser ce que l'Allemagne a appelé la politique d'encerclement ; elle donne son sens à la diplomatie pratiquée à Londres et à Paris en vue d'assurer à la coalition le concours de la Russie et celui de la Turquie, en cas de conflit avec le Reich.

On pourrait se demander, dans ces conditions, pourquoi nous avons déclaré la guerre après l'échec retentissant des négociations anglo-franco-russes, après la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique ? Mais ceci ressortit au côté politique de la question et dépasse notre sujet. Revenons au point de vue militaire.

En fait, nous avons déclaré la guerre parce que l'ouverture des hostilités avec la Pologne, pays de 38 millions d'habitants, disposant, quoi qu'on en ait dit, d'une armée brave, nombreuse et pourvue d'un armement moderne, a réalisé ce qu'avait souhaité notre Etat-major.

Aux yeux des gouvernements alliés la guerre germano-polonaise réalisait ce front est, jugé indispensable par leurs techniciens militaires.

Notre Haut Commandement, déjà soupçonné de timidité en 1938, au moment de l'affaire de Tchécoslovaquie, n'a pas voulu qu'on l'accusât de douter de lui-même et de la valeur de l'instrument qu'il avait forgé. Ses hésitations et ses objections sont tombées d'autant plus facilement qu'on lui faisait prévoir l'intervention de la Turquie à nos côtés et une extension probable des fronts jusqu'aux Balkans.

Vis-à-vis des Pouvoirs publics, assez ignorants de la gravité réelle du problème et enclins à toujours faire prévaloir l'aspect politique des choses sur leur aspect militaire, notre Etat-major s'est trouvé prisonnier de sa doctrine.

Peut-être aurait-il pu résister ; les arguments les plus sérieux ne lui auraient pas manqué. Il l'avait fait l'année précédente, parce que mieux aidé par les circonstances, mais non sans que son attitude ait donné lieu à des arrière-pensées, dans certains milieux politiques, sur la fermeté de son caractère.

Au reste, l'état d'esprit régnant dans ces milieux était tel, depuis quelque temps, que toute réticence de sa part, toute mise en garde ouvertement déclarée, toute raison, pour grave qu'elle eût été, n'eussent probablement rien changé au cours des événements.

D'ailleurs, si le Commandement français n'avait pas une foi absolue dans les possibilités offensives de notre armée, il ne doutait pas de sa haute capacité de résistance et l'existence d'un double front pour les Allemands suffisait à le rassurer. Ainsi s'explique, par des raisons à la fois techniques et morales, qu'il se soit rangé à l'avis des partisans de la guerre. En tout cas, interrogé, le 23 août 1939, par le Gouvernement soucieux de dégager sa responsabilité devant l'Histoire, il a déclaré nos

armées prêtes à entrer en campagne. Ni le chef de nos forces terrestres, ni celui de nos forces navales, ni même celui de nos forces aériennes n'a fait de réserves.

Il serait faux de croire qu'il ait misé sur un concours sérieux des troupes anglaises. Il n'a compté que sur nos soldats. S'il savait trop peu de choses sur l'armée allemande, il n'ignorait rien des insuffisances britanniques. Il en jugeait, à son habitude, d'après l'expérience de la guerre mondiale, cette expérience que nous retrouverons à la base de toutes ses déterminations.

Il n'attendait la venue sur le continent des troupes alliées en forces très importantes qu'à lointaine échéance. Il connaissait l'égoïsme d'outre-Manche, ses lenteurs, ses arrière-pensées, ses méthodes pharisaïques et surannées ; il avait souvent condamné l'étrangeté des vues de l'Etat-major de Londres, mais il ne pouvait s'empêcher de pratiquer à son égard une sorte d'acceptation muette mêlée de considération, d'urbanité et de défiance, qui restera comme un des traits les plus curieux de l'histoire de l'amitié franco-britannique. Au surplus, il lui paraissait raisonnable, comme à tant de Français, de s'en remettre au dogme de la maîtrise des mers et de l'invincibilité anglaise. Au fond, il envisageait une guerre d'usure, assez comparable dans ses développements à celle de 1914-1918.

Il inclinait à partager la manière de voir de nos alliés sur l'efficacité progressive du blocus, sur l'impossibilité pour l'Allemagne de mener une guerre de durée et, particulièrement, sur les avantages à venir d'un élargissement quasi mondial de la coalition.

En ce qui concernait les éventualités d'ordre purement militaire, sa philosophie restait courte, calme et négative. On pourrait la résumer ainsi : « Nous nous sommes tirés des plus mauvais pas il y a vingt-cinq ans, pourquoi en serait-il autrement cette fois-ci ? » Sa sérénité venait de sa persistance à ne pas douter de l'inviolabilité des fronts défensifs, alors que les batailles de la grande guerre avaient amplement démontré que ce n'est pas la rupture qui est difficile à effectuer, mais l'exploitation stratégique de cette rupture.

En somme, tout porte à croire que le Haut Commandement, dans son ensemble, n'a pas été, au même degré que nos politiciens, partisan d'une guerre d'agression. Si, à tous les échelons de la hiérarchie vibraient, comme il se doit dans une armée française, de braves et grands coeurs de soldats, les chefs, ceux qui ne pouvaient pas tout de même ne rien savoir de la puissance militaire allemande, avaient trop le sentiment de leur responsabilité pour accepter d'un coeur léger la « joyeuse guerre » de M. Winston Churchill.



La guerre déclarée, la fulgurante campagne de Pologne, l'étonnant et gigantesque coup de filet qu'avait été la bataille de Kutno les avait laissés perplexes, mais ils avaient fini par se rassurer en se disant qu'après tout il s'était agi de la destruction d'une armée qui, pour vaillante qu'elle ait été, ne pouvait être comparée à l'armée française ni sous le rapport du matériel, ni sous le rapport de l'instruction des cadres et des hommes. Les comptes rendus de notre mission militaire sur la stratégie et la tactique allemandes et sur leurs moyens d'exécution ne les avaient, en somme, qu'à moitié convaincus. Il monte tant de rumeurs vagues, singulières et contradictoires des champs de bataille ! A la différence des Polonais ne bénéficions-nous pas de la puissante ligne Maginot ? N'avions-nous pas une doctrine éprouvée par les leçons d'une guerre longue et difficile, des troupes instruites, des Etats-majors rompus à la recherche de solutions à la fois judicieuses, élégantes et pratiques ; ne possédions-nous pas au premier chef ce que Napoléon appelait « l'esprit d'après-minuit », et le génie de l'improvisation ? Et puis, les Polonais ne s'étaient-ils pas fait battre avant tout, parce qu'ils s'étaient refusés à tenir compte de nos conseils ?

A quoi bon, dès lors, remettre en question toute la série de nos principes sur la foi d'idées nouvelles, incertaines et flottantes, mal définies, plus mal vérifiées encore et,

cela, sous la menace chaque jour possible d'une attaque subite et de grand style. « On ne change pas de cavalier en pleine course », dit le proverbe.

Le Commandement français n'a cru devoir tirer des événements de Pologne que cette leçon : temporiser plus que jamais, renoncer à toute grande opération offensive tant que l'Allemagne ne donnerait aucun signe visible et contrôlable de désagrégation intérieure, ou tant que la situation générale ne serait pas modifiée au profit des alliés, soit par des interventions militaires nouvelles, soit par l'effet du blocus franco-britannique. Autrement dit, tout le monde s'est trouvé d'accord, politiciens et militaires, pour n'inciser l'abcès qu'autant qu'il serait complètement mûr. En attendant, on s'emploierait à augmenter le nombre de nos divisions, mais sans rien changer à leur composition organique.

Quoi qu'il en soit, un premier fait n'en reste pas moins acquis : nous avons déclaré la guerre et, dès les premiers jours, force nous était de reconnaître que l'armée française n'était pas en mesure d'attaquer les armées allemandes pendant que la plus grande partie de leurs forces était engagée en de dures opérations sur la Vistule.

Non seulement notre Etat-major se montrait impuissant à maintenir ce front est dans lequel il voyait une des conditions essentielles du succès, mais il en venait à se retrancher derrière des considérations de politique générale qui n'étaient plus de son ressort pour expliquer son inaction. Le fait que, contrairement aux principes les plus élémentaires, il laissait échapper de propos délibéré l'occasion unique qui s'offrait de détruire les armées ennemies de couverture à l'ouest et d'envahir la Westphalie, montre qu'à l'heure des grandes décisions il venait de découvrir l'insuffisance de ses moyens offensifs.

Au point de vue de la réorganisation de nos troupes, il y avait tout un enseignement à tirer d'une constatation aussi grave.

Faute d'une préparation intelligente en temps de paix, nous n'avions pu qu'assister en spectateurs humiliés à l'écrasement de nos alliés. Les troupes allemandes venaient de faire la démonstration de leur remarquable aptitude à une guerre de mouvement et de manoeuvres que l'on croyait désormais à peu près impraticable.

Le bon sens eut voulu que nous nous missions immédiatement au travail pour réviser nos idées et adapter nos armées aux conditions nouvelles de la technique. Nous ne fîmes rien d'autre que de multiplier les unités de nouvelle formation sur les bases déjà périmées de nos tableaux d'effectifs, d'équipement et d'armement. Le fétichisme du nombre continuait de nous masquer des réalités vivantes terriblement dangereuses.

Dès le début, le Commandement français était frappé de paralysie pour avoir trop longtemps vécu sur des assurances de supériorité technique et faute d'avoir conçu un plan d'action, au sens militaire du terme. Car il est impossible d'appeler de ce mot sa grande pensée de ne rien faire avant 1941 et d'attendre que la solution vienne s'inscrire d'elle-même dans les faits.

Usure, dislocation de l'adversaire, recherche de fronts extérieurs alors que l'ennemi était au contact de nos armées ; interventions problématiques nouvelles, faux-fuyants divers, tout lui était bon pour justifier après coup une attitude négative, qui donnerait le temps à l'inspiration de surgir et ferait perdre la tête à l'Etat-major d'en face.

En somme, la guerre d'agression l'ayant pris au dépourvu, notre Commandement en était réduit à se flatter d'être assez maître de ses nerfs pour attendre la « faute » allemande qui ouvrirait le chemin de la victoire, Il reprochait aux Polonais d'avoir témoigné d'esprit offensif et se refusait à admettre cette vérité que certaines de leurs manoeuvres avaient obligé l'adversaire à faire de violents efforts pour sortir de situations difficiles. Les considérations politico-militaires, les sophismes auxquels il se livrait dans les Comités de guerre interalliés dissimulaient mal son embarras, mais ils lui fournissaient d'excellents prétextes pour remettre à plus tard les décisions.

Une pareille conception des choses pouvait à la rigueur se comprendre chez des politiciens, mais chez des soldats, elle ne s'expliquait que par le sentiment subit qu'ils avaient de leur impuissance à mener une guerre à laquelle ils ne s'étaient pas opposés. Leur intimidation en septembre 1939 devant moins du tiers des forces allemandes de campagne ne peut avoir d'autre raison.

Pour la première fois de son histoire, l'armée française se voyait aux ordres de professionnels de la guerre disposés à se rallier à la cynique formule anglaise que mieux

vaut faire battre les autres que de se battre soi-même. Quand on en vient à une pareille disposition d'esprit, on ne peut que regretter d'avoir proclamé et laissé proclamer *urbi et orbi* que nos troupes étaient les premières du monde sous le rapport du commandement, de l'instruction et de l'armement.

Pendant, comme l'opinion française, abusée par les rodomontades journalières de la presse, n'aurait pas compris notre complète inertie pendant les batailles de Pologne, le Généralissime s'efforça de lui donner le change en ordonnant, entre Rhin et Moselle, des attaques à l'ancienne, des offensives limitées, effectuées par petites et coûteuses progressions journalières dont la signification était nulle et que les Allemands se sont chargés de ridiculiser en reprenant d'un seul bond, en une matinée, les quelques kilomètres de leur sol que nous avions mis près d'un mois à conquérir.

Ce genre d'opérations là est condamnable parce qu'il ne peut tromper que la galerie. Nous en avons déplorablement abusé au cours de la guerre mondiale. Un Commandement conscient de la grandeur de la lutte engagée aurait dû s'en abstenir, quitte à déplaire à des journalistes en mal de reportages sensationnels. La bataille ne se justifie que par un seul but : amener la destruction des forces armées de l'adversaire. On n'a pas le droit de faire tuer des hommes pour se donner les apparences de l'action. Les petites attaques dans la région de la Sarre ne pouvaient avoir aucune répercussion sur les événements de Pologne. Mais notre Commandement n'était pas entièrement libéré de certaines méthodes erronées et dénuées de sincérité dont l'Etat-major allemand avait depuis longtemps fait justice. Cette offensive en est une preuve, parmi tant d'autres.

Toutefois, il est juste d'observer que, plus tard, lorsque M. W. Churchill, sur les instances des Dominions qui, paraît-il, s'étonnaient de l'inaction de l'armée française, pressa le gouvernement Reynaud de faire bombarder la voie ferrée du Brenner, les villes industrielles de la Ruhr, les arrières de l'ennemi et de jeter des mines dérivantes dans le Rhin, notre Etat-major refusa de s'engager dans cette voie. Il avait reconnu le caractère négatif d'une entreprise qui ne pouvait amener que des représailles aussi coûteuses qu'inutiles. N'ayant plus le prétexte d'apporter un appui à des alliés en péril, il a sagement renoncé à s'associer à une opération plus politique que militaire.



Ainsi les troupes françaises ont attendu l'arme au pied que l'ennemi ramenât sur sa frontière ouest la totalité de ses forces et prit lui-même l'initiative de la bataille.

Quand nous disons : l'arme au pied, c'est une façon de parler. Si l'on excepte les éléments au contact, la grande majorité de nos unités a mené, depuis le début des hostilités, une existence, sinon tout à fait désœuvrée, tout au moins sans rapport étroit avec l'entraînement intensif qu'eût exigé une vue plus juste des nécessités de l'heure.

Dans la zone des armées comme à l'intérieur, on s'est, en quelque sorte, installé assez douillettement dans la guerre ; on a poursuivi, en les accommodant tant bien que mal à la situation militaire, les errements mis en vigueur par le Front populaire pour ce qu'il appelait en temps de paix : la rénovation de la vie française. L'organisation des loisirs selon l'idéal démocratique a paru constituer une des besognes les plus urgentes. Foyers du soldat, distractions de tous genres, bibliothèques d'orthodoxie républicaine, jardins, aide paysanne, etc., sans oublier les permissions établies, dès le mois de décembre 1939, avec une hâte dont les bénéficiaires eux-mêmes ne furent pas les moins surpris. Tout cela aurait pu être intéressant et profitable si réalisé avec mesure et dans un esprit d'absolue subordination à l'essentiel du moment, c'est-à-dire à l'entraînement des troupes et des cadres, à leur perfectionnement. Mais, issues de cette idéologie spéciale dont les hommes du parti de la guerre estimaient qu'elle devait prévaloir sur toute autre considération, ces facilités accumulées eurent surtout pour effet de détendre les volontés et d'amoindrir la discipline.

Celui qui veut comprendre une des raisons morales de notre défaite, ne doit pas perdre de vue que nos troupes étaient sensées se battre pour l'instauration du pacifisme universel et qu'à ce titre on les entretenait dans une ambiance démocratique, c'est-à-dire la moins militaire possible. On prétendait qu'une armée luttant pour la liberté du monde ne se mène pas avec la même discipline arriérée et brutale que des soudards aspirant à la domination européenne. Depuis que M. Aulard nous avait expliqué à sa façon la « grande victoire » de Valmy, la discipline allemande ne nous inspirait qu'une sorte de pitié méprisante. N'était-il pas suffisant pour vaincre de mettre son chapeau à cornes au bout de son fusil et de se porter en avant au cri de « Vive la liberté ? »²

Reconnaissons-le, il y a eu dans nos régiments comme dans nos services une sorte de laisser-aller toléré, dont on avait tendance à excuser les abus sous des prétextes d'une haute humanité. Beaucoup de zéloteurs du régime aujourd'hui disparu pensaient et disaient avec plus ou moins de bonne foi que les formules de l'idéologie démocratique pouvaient et devaient, avec quelque atténuation peut-être, trouver leur application dans l'armée comme elles l'avaient trouvée dans les autres milieux sociaux.

C'a été l'erreur et la faute de notre Commandement de ne pas avoir exigé qu'un grand corps de l'Etat, dont la mission est de sacrifice jusqu'à la mort, fut à tout prix préservé de la contagion démagogique. Son tort a été de ne pas résister de tout le poids de son autorité et de ses responsabilités aux sournois efforts de corruption des idées et des valeurs qui s'exerçaient depuis longtemps dans les casernes et dans les camps. Lui aussi, il avait tendance à oublier que, sans les vertus militaires, la société civile s'écroule.

Il est certain que la tenue et l'allure de nos soldats, sauf dans certaines unités de la frontière de l'Est où la tradition était jalousement conservée, n'était plus ce qu'elle avait été entre 1871 et 1895, à la plus belle époque de notre armée.³ Personne ne s'en inquiétait sérieusement. Beaucoup pensaient, même parmi les officiers, qu'il n'y avait pas grand mal à sacrifier aux idées du jour et qu'on ne lutte pas contre son temps ; ceux-là estimaient qu'il était vain de prétendre isoler l'armée dans une attitude archaïque et qu'une République évoluée devait avoir une armée à son image ; d'autres démontraient que Napoléon avait conquis l'Europe avec des bandes et qu'on ne fait de bonne guerre qu'avec des volontaires. La plupart, enfin, se résignaient, faute d'être soutenus par le Commandement dans le redressement qu'ils auraient voulu entreprendre. Rappelons-nous les attaques incessantes et systématiques dont ont été l'objet les conseils de guerre. L'armée, sous la IIIe République, a sans cesse été en butte à l'hostilité des partis de gauche parce qu'elle représente l'ordre. Comment s'étonner qu'elle ait plus ou moins souffert du cancer généralisé dont se mourait le régime.



Nous méprisons le maniement d'armes, les exercices à rangs serrés, les mouvements carrés, le formalisme, comme abêtissants, désuets, indignes d'hommes libres appartenant à cette sorte d'usine géante qu'est devenue l'armée moderne. L'esprit ouvrier était en passe de remplacer l'esprit militaire dans nos casernes.

² Séduisante théorie dont la facilité avait de quoi enchanter les vrais démocrates. Elle devait inspirer à notre ultime Président de la République, au cours des hostilités, ce sentencieux pronostic que les événements se sont refusé malheureusement à ratifier : « Nous gagnerons, parce que notre cause est bonne. »

³ Durant la IIIe République, s'entend.

Et maintenant que nous avons été battus par une technique de toute évidence supérieure à la nôtre,⁴ nous voyons les soldats allemands, venant de faire trois campagnes victorieuses en Pologne, en Norvège et dans l'Occident, s'exercer encore chaque matin sur nos places de France à un maniement d'armes vingt fois décomposé et répété, aux mouvements serrés, au pas de parade repris inlassablement homme par homme, à toutes ces manoeuvres rigides qu'il nous paraissait de bon ton de ridiculiser comme des survivances du caporalisme imbécile d'autrefois. Ce militarisme-là, disaient-on, est mort avec les adjudants de Courteline. Il serait stupide de s'inquiéter. Le soldat se retrouvera lui-même au combat.

Pendant, les Allemands, dont nul ne contestera qu'ils sont des militaires évolués et scientifiques, ont moins que jamais renoncé, aux exercices à rangs serrés. Ils y tiennent, quel que soit l'entraînement de leurs hommes. Ils y tiennent plus encore qu'autrefois parce qu'ils savent que c'est de la dure exigence du rang serré que dépend la cohésion de la troupe ; parce qu'ils savent que plus les opérations nécessitent de souplesse et d'initiative individuelle, plus elles mènent au morcellement des unités, à la manoeuvre en ordre dispersé, plus il est indispensable de reprendre chaque jour les hommes en main.

Ces remarques, il serait facile de les illustrer par bien des traits dont chacun, pris à part, semblerait peut-être sans importance, mais dont l'ensemble ne laisserait pas d'apparaître assez troublant. Nous nous contenterons d'observer en toute impartialité qu'aucune d'elles ne met en question la valeur de nos soldats. C'est, selon nous, parce que le pays gardait une absolue confiance dans l'intelligence et dans le sang français, dans les vertus de la race, qu'il a laissé le ressort de son armée se détendre peu à peu sans trop s'émouvoir des conséquences possibles de sa négligence. S'il a admis que les généraux ne fussent pas tous nommés au mérite, qu'ils se contentassent d'activités trop étroitement spécialisées, que le soldat ne se tînt pas correctement, qu'il sortit sans armes, qu'il ne fût pas préservé des influences malsaines, c'est qu'il vivait sur l'idée relativement juste que le soldat français est le premier du monde, que la difficulté, au lieu de l'abattre, le soutient et qu'il est plus que tout autre capable de se durcir et de s'élever à la hauteur des circonstances.



Le malheur est que, depuis 1895, l'armée n'ait jamais été au premier plan des préoccupations des politiciens. Ceux-ci ont longtemps suspecté son loyalisme.

L'antimilitarisme a été un des chevaux de bataille des partis de désordre, même dans la période inquiétante que nous avons vécue depuis vingt ans. Les propagandes de l'idéologie genevoise, les ravages du pacifisme et de l'internationalisme dans les intelligences françaises, le goût du moindre effort et de la vie facile, cette sorte de lachez-tout universel présentaient de graves dangers que personne ne voyait ou ne

⁴ On se fait une idée de la façon dont les nécessités de la guerre étaient comprises de part et d'autre du Rhin en comparant l'instruction donnée au fantassin français à celle que recevait le fantassin allemand.

Tandis que le premier ne connaissait guère que l'emploi tactique du fusil, du fusil-mitrailleur, de la mitrailleuse et de la grenade et n'avait qu'une idée vague du service des transmissions, le second, sous-officier, caporal ou soldat, était dressé à résoudre de sa propre initiative tous les petits cas d'espèce que soulève le difficile problème du franchissement des zones fortifiées. Le soldat allemand en savait sur ce point beaucoup plus long que nos spécialistes du génie. Il était sapeur, artificier et manipulateur d'explosifs tout autant que fantassin rompu au maniement de ses armes habituelles.

La différence de composition en outillage, matériel d'armement et de liaison des trains de combat d'infanterie français et allemand permet de se rendre compte du soin apporté par nos adversaires à toujours être en mesure de faire face à n'importe quelle situation.

voulait voir. Chacun se rassurait par ce raisonnement simpliste : nous avons gagné la guerre mondiale sans préparation militaire sérieuse, nous gagnerons celle-ci puisque nous sommes aujourd'hui mieux armés qu'hier.

De fait, l'aviation mise à part, on ne saurait prétendre que nous étions médiocrement armés. Nos troupes n'ont manqué ni d'armes portatives, ni d'armes automatiques, ni de munitions de tous calibres, ni même de moyens de transport, bien que ceux-ci ne fussent pas tous des plus modernes. Notre artillerie de campagne était excellente, notre artillerie lourde très puissante, supérieure en nombre et peut-être même en qualité à celle de l'ennemi.

Nous avons été battus parce que notre organisation militaire reposait sur une conception de la guerre et de ses moyens d'action dont les événements ont prouvé qu'elle était fautive.

Le principe était admis en France qu'une démocratie ne devait combattre que pour l'indépendance de son territoire, toute guerre d'agression étant indigne de l'idéal républicain. C'est récemment, quelque temps avant l'affaire d'Ethiopie, que les hommes du parti de la guerre, pour des raisons qui n'ont rien de national, ont entrepris une campagne de propagande orchestrée sur ce leitmotiv cher aux révolutionnaires de 1848 : « Croisade des démocraties pour la libération des peuples opprimés. »

Ce n'est pas ici le lieu de dire ce qui se cachait d'intérêts sordides derrière ce thème d'apparence généreuse, qui a fini par avoir la fortune que l'on sait.

Avec l'avènement du Front populaire, les anciens tenants du pacifisme n'hésitèrent pas à se transformer ouvertement en bellicistes. La propagande s'amplifia et fit rage à l'occasion de la guerre d'Espagne.

Ils recrutent des adhérents de tous les partis. La France, si facilement dupe des fictions, se laisse entraîner ; elle glisse sur la pente de la guerre d'un mouvement qui va devenir irrésistible. Mais son organisation militaire est loin d'évoluer avec les tendances nouvelles. Elle reste spécifiquement défensive. L'Etat major en est toujours à la riposte contre toute tentative d'invasion, par conséquent au système militaire en faveur à la fin de 1918. Il n'est ni dans les idées ni dans le jeu du moment. Les agitations extérieures ne trouvent pas d'écho dans l'atmosphère conventuelle des bureaux du palais des Invalides et n'exercent aucune influence sur l'orientation des travaux qui s'y font. Ceux-ci ne sont que l'application au ralenti des études inspirées par les leçons de la guerre mondiale.

Sauf quelques grands chefs, connus pour devoir leur carrière à leurs relations, et qui se vantent de ce qu'ils appellent par euphémisme leur « esprit républicain », notre Haut Commandement n'est appliqué qu'à sa tâche. Il sert, mais au sens étroit du mot, avec des œillères ; il emploie scrupuleusement, au mieux des possibilités et des besoins, les crédits annuels que le Parlement consent à allouer à la défense nationale. Mais il ne se sent ni assez au courant des dessous de la politique européenne, ni assez fort dans l'Etat pour discuter ; ou s'il le fait, c'est timidement, petitement, car l'expérience lui a appris jusqu'où peut aller en cas de conflit la désinvolture des Pouvoirs publics à son égard. Le certain c'est qu'il n'exige jamais.

En temps de paix, un chef d'Etat-major général n'est chez nous qu'un haut fonctionnaire comme les autres, remplaçable à la première difficulté. Il est même un peu moins puisqu'il n'a le droit ni de voter ni de saisir l'opinion par les journaux. Infériorité manifeste pour défendre les intérêts majeurs du pays dans un régime de clientèle où le chantage est devenu l'un des moyens les plus sûrs de se faire entendre.

Ainsi s'explique que sous la IIIe République la politique étrangère et la politique militaire de la France n'aient jamais été d'un seul tenant. Tandis que la première devient belliqueuse et obéit à des considérations dont elle prétend qu'elles ne regardent pas la seconde, celle-ci, repliée sur elle-même, continue à courir consciencieusement mais isolément sur son aire.



En Allemagne, depuis l'armistice de 1918, les choses se sont passées autrement. Suivant l'illustre exemple donné par Scharnhorst et Gneisenau après l'anéantissement des armées du modèle frédéricien, le Grand Etat-major n'a cessé de rechercher avec une ardeur passionnée les raisons de la défaite. Les généraux comme les soldats ont le sentiment de ne pas avoir été battus sur leur valeur. A tous les échelons de la hiérarchie on est d'accord pour dissiper toute équivoque au sujet de cette défaite jugée inadmissible du point de vue militaire et préparer une revanche cette fois indiscutable.

Des années de travaux poursuivis avec une concentration d'esprit que n'arrivent pas à troubler les désordres sociaux qui ensanglantent leur pays ; des années d'analyses serrées des exigences de la guerre, les amènent à la conviction que :

1° L'Allemagne, par suite de sa position géographique, doit à tout prix éviter une guerre d'épuisement qui risquerait d'avoir pour elle les mêmes conséquences que la guerre mondiale ;

2° La guerre mondiale a revêtu sur le front ouest, à partir d'octobre 1914, un caractère d'expédient qui n'a pas mis en cause les principes de l'art militaire, mais seulement l'organisation de l'armée allemande, laquelle n'a pas permis l'application intégrale de ces principes ;

3° Les expériences de 1914-1918 ne condamnent pas la guerre de mouvement. Celle-ci reste seule légitime et décisive ; non seulement elle est possible avec les moyens de combat modernes, mais elle doit être facilitée par ces moyens, à condition qu'ils lui soient judicieusement appropriés. La stratégie d'anéantissement de l'adversaire par la manoeuvre reste plus que jamais valable ;

4° La guerre future sera totale. C'est donc au Grand Etat-major, responsable de sa conduite, qu'il appartient d'en assurer la préparation dans tous les domaines, en étroite collaboration certes avec la direction politique du pays, mais avec une autorité en rapport avec l'étendue et la gravité de ses responsabilités.

Partant de ces conclusions, le Grand Etat-major allemand s'est appliqué à créer :

a) Une doctrine basée sur le principe de la manoeuvre stratégique rapide et à grande envergure ;

b) Les moyens matériels indispensables à la mise en application de cette doctrine ;

c) Une armée instruite et entraînée en fonction des exigences morales, physiques et matérielles de la guerre de mouvement.

C'était répudier les enseignements de la grande guerre, où toute tentative d'exploitation stratégique d'une rupture de front avait fini par être considérée comme irréalisable tant que l'ennemi ne serait ni décimé, ni épuisé, ni démoralisé. C'était aussi accorder les nécessités de la guerre aux conditions politiques, économiques et sociales de l'Allemagne. C'était enfin - chose capitale - intégrer la préparation à la guerre dans l'action gouvernementale. Le Grand Etat-major n'était pas un organisme « en marge », étroitement spécialisé ; il contrôlait à un degré supérieur la totalité des activités intéressant à un titre quelconque la défense nationale.

Dans cette entreprise poursuivie en pleine période révolutionnaire, le Haut Commandement allemand, camouflé ou non, ne s'est laissé à aucun moment entraver par des Pouvoirs publics qu'il considérait comme éphémères. Ne doutant pas de soi, maintenant ses exigences envers et contre tous, ne transigeant jamais, non seulement il s'est fait respecter, mais il s'est fait craindre. Jusqu'à l'avènement du national-socialisme, c'est-à-dire jusqu'au moment où il a vu l'Allemagne entrer résolument dans la voie du salut, il a obligé tous les gouvernements à composer avec lui.

Malgré les clauses de désarmement du Traité de Versailles et les enquêtes de la Commission interalliée de contrôle, il demeura aussi puissant, aussi cohérent, et plus indépendant qu'il ne l'avait été au temps des Hohenzollern. Il resta le seul bloc des anciennes assises de l'édifice impérial qui n'ait pas été renversé, ni même ébranlé par la tempête. C'est lui qui, de 1918 à 1933, sauva l'unité allemande. Il a maintenu et resserré les liens qui l'unissaient au corps des officiers. Il a empêché ceux-ci de désespérer de l'avenir. Il les a soutenus moralement et matériellement et leur a montré

que leurs sacrifices seraient temporaires. Il n'est besoin que de lire les instructions du général von Seeckt relatives à l'organisation, au recrutement et à l'instruction de la Reichswehr, pour voir que, dans sa pensée, cette troupe de métier devait être la cellule d'où sortirait la plus puissante armée du monde.



En fait, la Reichswehr n'a été qu'une immense école, répartie sur tout le territoire en de nombreux centres de travail, une école où l'instruction des cadres de la future Wehrmacht a été entreprise et poursuivie suivant une progression échelonnée sur les douze années de service qu'on y faisait.⁵ La progression de cette instruction partait des plus humbles rudiments du métier pour aboutir à ses plus hautes spéculations intellectuelles. La Reichswehr a été, comme l'a dit avec orgueil son créateur, une pépinière d'officiers comme il n'en a existé de pareille nulle part ailleurs. Education physique, éducation morale, sciences appliquées, instruction technique de toutes les armes et de tous les services, études théoriques et pratiques, culture générale, cours de perfectionnement, haut enseignement tactique et stratégique, examens, sélections, stages divers, tout y concourait à former des cadres dans le sens le plus complet et le plus moderne du terme.

L'espace nous manquerait si nous voulions insister en détail autant qu'il le faudrait sur le soin avec lequel ont été formés les chefs de l'armée allemande dont une certaine propagande s'appliquait chez nous à nier la valeur.

Les clauses du désarmement de l'Allemagne stipulées dans le traité de Versailles ont été tournées avec une habileté et une constance dont on ne trouverait de précédents que dans l'histoire de la résurrection de l'armée prussienne entre 1807 et 1812.

La simple lecture du règlement de la nouvelle « Kriegsakademie » montre avec quelles précautions, avec quelle sévérité, dans quelle haute idée de leurs futures responsabilités, s'est effectuée la sélection des officiers appelés à servir dans les Etats-majors.

La renaissance de l'armée allemande a exigé dans tous les domaines intéressant ses futures activités de guerre une tension d'intelligence et de volonté que, seule, une équipe aussi déterminée que celle du Grand Etat-major pouvait mener à ce point de perfection. Le Grand Etat-major a tout pris en main, tout centralisé : armée, marine, aviation, institutions paramilitaires, camps de jeunesse, industrie automobile, transports et communications, fabrications, ravitaillement. Il n'a négligé aucun des aspects du problème et ne s'en est remis à personne du soin de faire converger les efforts de toutes les activités nationales vers le but qu'il s'était assigné : la préparation de la guerre totale. Ses collaborateurs civils ont été ses subordonnés, comme ses collaborateurs militaires. Jamais on n'a poussé plus loin la concentration, l'unité d'action. L'Etat-major a donné, non seulement des directives, mais aussi et surtout des instructions impératives pour les bureaux d'études, pour les usines, pour la répartition des matières premières, pour la constitution des stocks, etc. Et il l'a fait en application d'un plan d'une incomparable ampleur. Il a entendu que rien ne lui échappât de tout ce qui pouvait se rapporter de près ou de loin à la mobilisation du pays.

Quelle distance entre cette manière de concevoir et de réaliser les choses et celle de notre Etat-major, confiné dans des attributions étroitement limitées et si rarement consulté par nos Pouvoirs publics. Comment s'étonner, dans ces conditions, que la mobilisation industrielle n'ait existé chez nous que sous forme de projet vaguement esquissé.

⁵ La Reichswehr a jalousement conservé les vieilles traditions de l'armée impériale. Chacune des unités : compagnie, escadron et batterie, représentait les cadres d'un ancien régiment et était gardienne de son drapeau.

L'administration française n'en voulait entendre parler qu'en des conférences de caractère académique ; elle reculait devant la complication de la tâche ; sa vieille prévention contre toute ingérence des militaires dans ce qu'elle considérait comme son domaine, l'inclinait aux atermoiements. D'accord sur le principe, elle multipliait les réserves dès qu'il s'agissait de réaliser.

De son côté, le Commandement ne se sentait pas assez fort pour s'exposer à des conflits avec des puissances officielles ou officieuses dont il savait par avance qu'il, n'en obtiendrait que des réponses dilatoires ou des assurances sans lendemain.

Il n'a même pas été possible de constituer un ministère de la Défense nationale assurant sous une seule autorité la coordination des travaux des trois départements de la Guerre, de la Marine et de l'Air. L'essai tenté par M. André Tardieu a duré à peine six semaines. L'esprit de particularisme et de routine l'a emporté sur le bon sens. Chaque département ministériel travaillait suivant les errements d'autrefois avec une répugnance plus ou moins voilée à s'accorder sur le voisin.

C'est une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas eu d'aviation - ou si peu - après avoir dépensé pour cette arme plus de milliards peut-être qu'aucune autre nation européenne.

Au ministère de l'Air, où il n'y avait ni tradition ni doctrine ni liaison intime avec les Etats-majors de la Guerre et de la Marine, où tout changeait avec les équipes, où les intérêts des constructeurs prévalaient trop souvent sur l'intérêt du pays, on avait fini par s'accommoder de l'isolement, du désordre, de l'impuissance, du gaspillage et du scandale, comme de facteurs inévitables.

La comparaison des méthodes allemandes et françaises suffit à mettre en relief l'infériorité, pour ainsi dire congénitale, du système démocratique au point de vue de la préparation à la guerre.⁶

En France, notre Etat-major obéissait à des Pouvoirs publics incompetents, préoccupés avant tout de leurs commodités électorales, sans vraies responsabilités et qui se désintéressaient le plus souvent de ses travaux.

Il jouissait d'une sorte de liberté subalterne et théorique, mais il n'en jouissait qu'à la condition absolue de ne pas sortir de ses attributions.

En Allemagne, l'Etat-major commandait, simplement.

Ainsi l'armée allemande, refaite sur des conceptions entièrement nouvelles par un bloc sans fêlure de techniciens intraitables sur ce qu'ils considéraient comme leur devoir de régler eux-mêmes toutes les questions engageant l'avenir de la patrie, allait s'opposer à une armée française, brave comme les plus braves de son glorieux passé, mais organisée d'après les leçons mal comprises de la précédente guerre par des chefs d'obédience trop conformiste pour protester contre un système de gouvernement qui les maintenait dans une position inférieure et leur rappelait à l'occasion qu'ils n'avaient pas qualité pour s'immiscer dans la politique générale.

Laquelle de ces deux armées devait l'emporter ? On l'a vu, il y a quelques mois.

⁶ Notre Commandement avait eu la faiblesse de laisser encombrer les Etats-majors d'un grand nombre d'officiers de réserve n'ayant pas le moindre titre à y servir. Tout ce qui se soutient dans le civil par l'intrigue ou la politique, tout ce qui prétend que la loi commune n'intéresse que les imbéciles, avait, du moment qu'il était mobilisable, cherché à forcer les portes des bureaux. Beaucoup y avaient réussi. Faux intellectuels, Français de fraîche date, gens à rosette, voire à crachats, gens à relations, à situations, à combinaisons aussi, s'étaient installés à des places plus ou moins vagues comme s'il se fut agi de faire partie de cabinets ministériels. Leurs manières entendues et désinvoltes de prendre les choses finissaient par impressionner. Les vrais officiers hésitaient à réagir contre les agitations de cette soi-disant élite qui se targuait de leur apporter à la fois les lumières de l'esprit démocratique et l'expérience des vastes questions. Quelques grands chefs, regardant ces nouveaux venus comme leurs meilleurs propagandistes auprès des Pouvoirs publics, allaient même jusqu'à les entourer d'égards assez semblables à des flatteries. La malfaisance du régime avait gagné les plus hauts degrés de la hiérarchie.



Après une préparation au combat poussée jour et nuit pendant plus de neuf mois, le 10 mai 1940, la machine de guerre allemande s'ébranle sur un front de 400 kilomètres en direction générale de la Meuse, entre Montmédy et Utrecht. Aucune surprise, les troupes alliées étaient en état d'alerte depuis six jours et l'invasion des Pays-Bas avait été jugée comme la plus probable des éventualités prévisibles.

Il apparaît que, comme en 1914, il s'agit d'une application du plan de Schlieffen, mais application intégrale cette fois, puisque la Hollande est envahie en même temps que la Belgique. Notre Etat-major croyait à une manoeuvre classique de débordement de notre aile gauche ; il en avait étudié les diverses possibilités de développement. Son aile menacée a été renforcée en conséquence.⁷

Il est paré et porte aussitôt ses trois armées du Nord au devant de l'ennemi. Son sentiment est que les 35 divisions hollando-belges, en retardant la poussée adverse, obligeront les Allemands à dévoiler leurs intentions et lui donneront le temps, soit d'adopter un dispositif de bataille de rencontre répondant à toutes les situations, soit, au pis-aller, d'organiser la résistance franco-anglaise derrière la coupure de la Meuse entre Anvers, Namur et Givet.

Le 13 mai, nos éléments avancés sont en Hollande dans la région de Bréda et de Boisle-Duc. Au cours du mouvement, un certain désordre s'est produit dans nos colonnes motorisées, qui indique que le Commandement n'est pas très familiarisé avec le mécanisme de marche de ces éléments nouveaux, mais rien de grave.

Les choses se passent, tout compte fait, comme on s'y attendait. On ne sauvera peut-être pas la Hollande ; peut-être aussi sera-t-on forcé d'abandonner la partie est de la Belgique, mais on arrêtera l'ennemi sur la ligne Anvers-Namur qui est très solide. Les troupes belges se battent bravement. La pression allemande dans la région au nord de Namur est forte, très forte, mais elle n'a pas un caractère écrasant. Rien de nouveau, semble-t-il, depuis 1914.

Tout à coup, changement de vue. Au lieu d'avoir à faire face à des tentatives d'enveloppement ou de débordement de son aile gauche, le Commandement français assiste à une rupture très grave de son dispositif de bataille entre Givet et Montmédy, c'est-à-dire à l'aile droite, à la jonction des 2^o et 9^o armées. L'ennemi a bien appliqué le plan Schlieffen, mais en l'inversant. L'attaque principale ne s'est pas produite dans la Belgique septentrionale où on l'attendait, mais dans le Sud, à la charnière des groupes d'armées du Nord et du Centre. Il n'y a pas eu enveloppement, mais rupture. Les colonnes allemandes, forçant les passages de la Meuse par un effort conjugué de leurs divisions blindées, de leur artillerie et de leur aviation de bataille, ont crevé notre front d'un seul bond, tout bousculé sur leur passage et dévalé à toute allure en direction de la Fère-Laon, par Vervins, Rozoy-sur-Serre et Sissonne.

En quelques heures, la 9^o armée française, surprise, dominée par des procédés et par des moyens de combat auxquels elle n'a rien de pareil à opposer, n'existe plus comme grande unité de commandement. Mitraillés et bombardés par les avions, écrasés par les

⁷ Par une interprétation abusive des théories de Clausewitz, de von der Goltz et de Schlieffen, les milieux militaires français tendaient à attribuer aux Allemands un goût immuable pour la manoeuvre d'enveloppement. Ils estimaient que nos armées, appuyées, d'une part, à la mer du Nord et, d'autre part, à la Suisse neutre, n'avaient pas grand' chose à craindre d'une opération de cette nature.

L'Etat-major de Berlin n'était pas si dogmatique. Ou, plutôt, il ne l'était que sur un point :: l'anéantissement de l'ennemi, si possible en une seule et immense bataille. En ce qui concerne les moyens d'obtenir la décision, s'il avait des préférences, ce n'était pas a priori. Ces préférences se justifiaient par une étude des possibilités de ses armées appliquée à la situation de l'adversaire en fonction des conditions géographiques du théâtre d'opérations. C'est pourquoi, dans l'offensive des Ardennes à la mer du Nord, il avait adopté à son aile gauche un dispositif de combat d'autant plus mobile et puissant que, à l'inverse de nos idées, il ne croyait pas à la vertu des zones fortifiées.

chars, débordés, coupés, disloqués, certains de ses éléments fuient épars et sans possibilité de regroupement, quelques-uns se cramponnent çà et là à quelques îlots de résistance depuis longtemps dépassés par l'ennemi, d'autres, enfin, sont faits prisonniers sans même avoir pu combattre.

L'artillerie ne peut rien pour une infanterie dont elle ignore ce qu'elle est devenue elle est d'ailleurs prise directement à partie : ses batteries, ses échelons, ses parcs sont assaillis presque en même temps que l'infanterie. Canonnée et mitraillée de tous les côtés, par les airs et sur le sol, elle est entraînée dans la déroute générale. Les liaisons sont détruites partout. Le Commandement est impossible aux divers échelons, régiment, division, corps d'armée, armée, du fait de l'incertitude où se trouvent les chefs, de la situation et de l'existence même des éléments sous leurs ordres.

C'est la confusion et le désordre, un désordre qui se multiplie, se répercute et s'aggrave à mesure que progresse l'attaque allemande et en raison même de sa vitesse. L'assaillant, cuirassé, motorisé et ailé poursuit implacablement sa marche vers les objectifs lointains qu'il s'est fixés, laissant aux troupes portées qui le suivent, le soin de nettoyer le champ de bataille et de ramasser prisonniers et matériel. Grâce à notre excellent réseau routier et à une remarquable organisation de ses services de transmission, si vite que se déroulent les événements, le Commandement adverse ne perd à aucun moment le contrôle de la manoeuvre.

Nos soldats n'ont même pas l'encouragement de voir souvent notre aviation réagir, puisque nous n'en avons pour ainsi dire pas. Submergés par ces unités motorisées à peu près invulnérables qui travaillent méthodiquement, harcelés par les avions, ils se sentent à la fois abandonnés et surclassés.

Personne ne comprend rien, sinon qu'une avalanche passe, saccageant les arrières en même temps que les premières lignes, et qu'il est impossible de l'arrêter avec l'armement dont on dispose.

Il n'existe pas de troupe qui tienne longtemps dans de pareilles conditions. La résistance sur place « quoi qu'il arrive » n'offre d'intérêt que si la défense n'est pas totalement désorganisée autour de soi, s'il reste des chefs à l'arrière qui continuent à y voir clair et disposent encore des moyens de rétablir la situation.

Mais lorsqu'il n'y a que des débris épars et que les colonnes ennemies sont loin derrière, depuis des heures, que faire d'utile et d'efficace ? Il ne reste qu'à mourir ou à se rendre.

Le cuirassement et la motorisation des troupes de choc allemandes, soutenues par une puissante aviation, ont produit des effets irréparables. Partout où les divisions blindées ont surgi, la décision a été sans appel. Elle a été emportée sans qu'il fût besoin pour cela d'aucune supériorité numérique. Les deux tiers des divisions d'infanterie, qui suivaient à marches forcées, n'ont jamais pu réussir à prendre contact avec nos troupes.

Au contraire, sur les parties du front où l'ennemi n'a attaqué, comme dans la région septentrionale des Flandres, qu'avec des divisions dotées de moyens de combat sensiblement comparables à ceux dont nous disposions nous-mêmes, l'équilibre n'a pas été entièrement rompu. Les Allemands ont progressé, certes, en raison de leur armement plus varié et de l'excellence de leur tactique, mais à un rythme assez lent, au prix de pertes sérieuses et sans jamais réussir à jeter le désordre dans nos rangs.

A égalité de moyens, nous avons tenu à peu près partout, la retraite n'a pris nulle part un caractère irrémédiable. La guerre s'est présentée là comme en août et septembre 1914, avec des hauts et des bas, mais sans qu'il se produisit rien qui nous enlevât tout espoir de finir par l'emporter.

Cette différence profonde de physionomie prise par la bataille, suivant que les divisions cuirassées et l'aviation interviennent en masses ou non, l'Etat-major allemand l'avait prévue. C'est sur elle qu'il a compté pour réaliser la rupture et la manoeuvre stratégique à grande envergure dont il attendait la victoire.

Ajoutons toutefois que cette manoeuvre n'aurait pu réussir avec une rapidité et une précision pareilles, malgré les destructions des ponts, des routes et des voies ferrées, si cet Etat-major n'avait fait preuve à tous les échelons d'une remarquable maîtrise dans l'art difficile de régler les mouvements des grandes unités, comme dans celui de tirer le maximum des hommes - et du matériel.



Déjà, au cours de la guerre mondiale, il avait admis qu'il n'obtiendrait de grands résultats qu'en montant des offensives à l'échelle des fronts immenses tenus par les armées. Autrement dit, il avait déterminé le rapport qui existe nécessairement entre l'amplitude de la manoeuvre à exécuter pour faire tomber la ligne ennemie et l'étendue de cette ligne. Il avait compris qu'un gain de terrain de 10 à 20 kilomètres de profondeur sur une largeur de 40 ou 60 kilomètres ne menait qu'à des massacres inutiles et que l'équilibre entre les moyens de combat et de transport des deux adversaires permettrait toujours de revenir plus ou moins vite à la stabilisation du front.

A ses yeux, la rupture n'aurait de sens qu'autant qu'elle pourrait être exploitée à fond dans le temps et dans l'espace en gagnant l'ennemi de vitesse dans une région d'un intérêt capital au point de vue stratégique. D'où la nécessité de voir loin et d'assigner aux unités de choc des objectifs situés à de grandes distances sur les derrières de l'ennemi.

Dans cet ordre d'idées il avait monté, dans les Etats baltes, l'offensive de l'armée von Hutier sur Riga, en Italie, l'offensive de Caporetto, et en France, celle qui amena l'armée allemande, en mars 1918, devant Amiens. Dans les deux premières manoeuvres, l'assaillant avait gagné 100 kilomètres en quatre jours ; dans la dernière, près de 60 en deux jours. Ces attaques de grande envergure avaient provoqué chaque fois la destruction du front ennemi. En France, il n'est rien resté de la 5^e armée anglaise. Tout était pris, blessé ou tué quand les Allemands sont arrivés devant Montdidier ; un immense matériel de guerre était entre leurs mains. Et pourtant aucune de ces offensives n'avait donné les résultats décisifs escomptés : les assaillants avaient fait poche, plus ou moins profonde et c'est tout.

Pourquoi ces échecs stratégiques ? Parce que l'Etat-major allemand n'avait en, pour exploiter ses succès initiaux, que des moyens comparables à ceux dont les alliés disposaient eux-mêmes pour en arrêter les développements. Les deux adversaires possédaient à peu de choses près le même armement et les mêmes moyens de transport. Une fois la surprise passée et ses avantages acquis, ils se retrouvaient sensiblement à deux de jeu. Et c'était l'affaire des Etats-majors de stabiliser une situation dont l'évolution, en somme, lente n'arrivait jamais à les prendre totalement au dépourvu.

Ainsi une idée juste, une idée de manoeuvre, n'avait donné que des déceptions. Elle n'avait pas réussi à libérer les armées de leurs tranchées et à leur faire reprendre la guerre de mouvement, seule capable d'amener la victoire au sens napoléonien du mot.

Dans la Somme, les troupes allemandes avaient exécuté facilement la première partie du programme ; elles avaient pulvérisé l'armée anglaise et marché sur les objectifs fixés à qui irait le plus vite, sans se préoccuper des unités voisines, laissant au Commandement supérieur le soin d'assurer par l'arrière la coordination des mouvements, avec l'unique souci de se maintenir dans leurs zones d'attaques respectives pour éviter les coincements et les arrêts intempestifs. Pas ou peu de réaction de l'ennemi.

Pourquoi, dans des conditions si favorables, ont-elles fini par s'arrêter comme le flot expire sur la grève ?

Tout simplement parce que l'offensive n'a progressé qu'à la vitesse de l'infanterie. L'infanterie équipée pour le combat ne dépasse pas cinq kilomètres à l'heure. Si libre, si facile d'accès qu'apparaisse le terrain, les divisions d'attaque sont tenues à un minimum de précautions. Il leur faut des déploiements d'avant-garde. Quand elles ont couvert 30 kilomètres en vingt-quatre heures, c'est un maximum. Amener l'artillerie, les trains, les ravitaillements, marcher en terrain varié afin de laisser au matériel et aux équipages la disposition des routes et des chemins, ralentit la progression.

Il en résulte que l'ennemi a le temps d'accourir avec ses réserves et de les jeter sur des positions couvrant les objectifs menacés. Le temps travaille pour le défenseur. L'effet de surprise s'épuise tout de suite. Les chances s'évanouissent très vite de gagner l'adversaire de vitesse.

L'Etat-major allemand avait été aux prises avec ces difficultés et n'avait pu les résoudre. Il les a analysées une à une et est arrivé à cette conclusion que ses échecs venaient d'un déséquilibre entre le concept de la manoeuvre et ses moyens d'exécution. Gardant plus que jamais l'idée de choisir des objectifs stratégiques pour faire tomber par pans entiers les grandes lignes fortifiées modernes, il s'est appliqué à rechercher les moyens d'y réussir.

Tel a été l'objet de ses méditations et de ses travaux, depuis le 11 novembre 1918.



Les chars d'assaut étaient apparus sur les champs de bataille au cours de la guerre mondiale. On voyait alors en eux des instruments de combat propres à escalader les tranchées, à progresser dans tous les terrains, à écraser les réseaux de fil de fer, à détruire les nids de mitrailleuses et à ouvrir ainsi la voie aux fantassins. On les regardait en somme comme des engins d'accompagnement, d'emploi assez limité. Les idées s'étaient peu élargies depuis. Il n'était venu à l'idée de personne, en France, de les concevoir comme les éléments constitutifs de véritables corps de cavalerie cuirassée et de les employer comme tels dans la manoeuvre et la poursuite.

L'Etat-major allemand, poursuivi par son idée fixe de refaire la guerre de mouvement et déterminé plus que jamais à voir grand dans sa recherche des solutions, est passé très vite du modeste groupe de chars légers à vitesse réduite à la grande unité cuirassée autonome, constituée pour mener la bataille à elle seule avec une puissance de feu et une diversité de moyens supérieures à celles de la division d'infanterie elle-même. Les divisions cuirassées qu'il a créées possèdent leurs éclaireurs motocyclistes, leur artillerie, leurs armes automatiques, leurs tirailleurs, leurs organes de transmissions, leur infanterie, leurs sapeurs, leurs pontonniers et leurs pionniers ; elles peuvent couvrir le terrain à des vitesses dépassant 60 kilomètres à l'heure, l'occuper, l'organiser et le défendre jusqu'à ce qu'elles soient relevées par les éléments portés venus de l'arrière. Elles ont leur tactique de combat étudiée sur les terrains d'exercice les plus variés en fonction des conditions techniques de leur emploi dans la manoeuvre et la poursuite. Mieux encore, elles ont leurs troupes d'accompagnement, et comme elles vont très vite, ce sont des escadrilles d'avions qui renseignent le Commandement sur leurs positions successives, sur celles de l'ennemi et sur les incidents de la marche, qui mitraillent et bombardent les villages et les points d'appui susceptibles d'opposer quelque résistance à leur avance.

L'irruption des Panzerdivisionen en longues colonnes savamment articulées, non pas seulement à travers champs, mais sur les belles routes des Ardennes, de Picardie et de Champagne a littéralement stupéfié le Commandement français.

L'Etat-major allemand a fait de la division cuirassée l'instrument de choix destiné, dans sa conception de la guerre, non seulement à opérer la rupture du front, ce qui est relativement facile, mais aussi et surtout à exploiter stratégiquement cette rupture. C'est à elle qu'il a confié la mission d'opérer en profondeur et d'empêcher toute réaction utile de l'adversaire en multipliant la surprise, dans l'espace et dans le temps, sur les points considérés comme essentiels.

Grâce aux divisions blindées, les difficultés d'exécution auxquelles il s'était heurté lors des grandes offensives de 1917 et de 1918, se sont trouvées résolues en 1940.

Une fois les premières lignes franchies, ces divisions ont marché sans désemperer sur leurs objectifs, ouvrant derrière elles le chemin aux longues files de camions des gros de l'armée qui ont suivi presque aussi tranquillement qu'à la manoeuvre.

Séparant nos armées du Nord du reste du territoire, jetant le désarroi dans leur services de l'arrière, détruisant les gares et les voies ferrées avec leur aviation, acculant

ces armées à la mer dans un espace trop étroit pour qu'elles puissent s'articuler en vue de puissants retours offensifs, elles ont permis au Commandement allemand une exploitation optima de la percée sur Sedan.

On était revenu à la guerre napoléonienne, avec cet avantage nouveau et précieux que l'effet de surprise sur l'adversaire avait pris un caractère permanent.

La mitrailleuse, qui avait donné aux opérations de 1914-1918 leur aspect si particulier, qui avait, bien plus que le canon, obligé les troupes à se terrer, qui avait pour ainsi dire plaqué les attaques pendant quatre ans, ne pouvait rien pour arrêter l'irruption de ces unités presque invulnérables. On comptait sur le canon anti-char, mais outre que celui-ci s'est révélé sans grand effet sur les blindages des gros tanks, il s'est trouvé, comme la batterie d'artillerie, paralysé dans son tir par la mitraille et les bombes des escadrilles d'assaut. Les servants n'ont plus su où donner de la tête.

Au vrai, la bataille a été menée à un train que nous n'avions pas les moyens de suivre.

Cette fois, l'équilibre était réalisé entre l'idée et ses moyens d'exécution. Les trois éléments du succès dans l'offensive : la surprise, la manoeuvre et la vitesse s'accordaient pour concourir à la victoire. C'est pourquoi l'ennemi a pu agir exactement à son gré pendant les six semaines qu'a duré la bataille d'occident, utilisant nos routes et nos chemins avec une indiscutable maîtrise ; débordant nos points d'appui, il nous a devancés partout où il l'a jugé nécessaire, sans nous laisser le temps de reprendre haleine.

Mais il n'en fallait pas tant : les bonds qui ont porté les divisions cuirassées de la Meuse à Amiens et à Abbeville ont décidé à eux seuls du sort de la France.



La guerre d'esprit napoléonien, celle qui mène à la bataille d'anéantissement, comme on dit outre-Rhin, était rentrée par décision allemande dans la plénitude de ses droits, alors que chez nous on la prétendait désormais impraticable parce qu'incompatible avec la complexité, la lourdeur et l'encombrement des armements modernes, avec la puissance de feu des fronts fortifiés et la capacité de résistance de ces fronts, avec la difficulté de faire suivre un matériel de champ de bataille devenu gigantesque.

Les experts en jugeaient, comme toujours, d'après une interprétation fautive des leçons de la guerre mondiale : ces chantiers, ces ateliers, ces dépôts de toutes sortes, ces chemins de fer à voie étroite qui s'étendaient sur les arrières des fronts stabilisés de 1914-1918, ils les regardaient comme des témoignages sans réplique du caractère nouveau de la guerre. Celle-ci, disaient-ils, n'était plus un art comme au temps de l'Empereur, elle était devenue une science terriblement difficile et compliquée, résultat inévitable dans un siècle de civilisation industrielle.

Ils prenaient l'effet pour la cause. Si chez nous le matériel autrefois très roulant des armées se transformait peu à peu en matériel de forteresse, si beaucoup d'artilleurs en étaient venus à considérer le très mobile canon de 75 comme une erreur et à lui préférer le lourd mortier à tir courbe, si on finissait par perdre de vue les principes napoléoniens, c'est que, par une étonnante indigence d'imagination, nos chefs en étaient arrivés à prendre leur parti de l'enlèvement dans les tranchées.

Ainsi était née, de la guerre dite de positions et de sa conséquence directe, la stabilisation des fronts, une théorie à la fois simpliste, paresseuse et terriblement meurtrière, celle de la guerre d'usure. Nos doctrinaires renonçaient à triompher de l'adversaire par la manoeuvre. Ils se proposaient de le décimer peu à peu sous le feu écrasant d'une artillerie de plus en plus puissante. La manoeuvre ce serait pour plus tard, quand les forces ennemies auraient été virtuellement détruites. Ils en arrivaient à cette idée sacrilège que la victoire resterait à celui des adversaires qui garderait la dernière

division en état de combattre. Et pour cela ils ne voyaient qu'un seul moyen : multiplier les effectifs.

Ils perdaient de vue que, s'il est vrai que deux hommes de force et de souffle égaux peuvent lutter épaule contre épaule pendant des heures sans qu'il y ait de raison pour que l'un renverse l'autre, il suffit qu'une inspiration intelligente jaillisse chez l'un d'eux pour qu'il déséquilibre son adversaire et le terrasse brutalement par quelque tour de bras ou de jambe inattendu.

Napoléon disait : « L'art militaire se réduit à être le plus fort, non pas partout, mais sur un point et à un moment déterminé. »

Les théoriciens de la guerre d'usure étaient peut-être des ingénieurs distingués, ce n'étaient pas des militaires. Ils oubliaient que, quelles que soient les conditions de la technique, un principe juste reste sempiternellement juste et qu'il est toujours possible de l'appliquer à condition d'y adapter des moyens appropriés ; ils oubliaient aussi que l'immortelle campagne d'Iéna avait été le premier exemple de « guerre-éclair ».

Les Allemands s'honorent d'avoir été, avec Clausewitz, les premiers disciples du plus grand homme de guerre de tous les temps, d'avoir retrouvé sa doctrine, de l'avoir codifiée et conservée avec une jalouse orthodoxie. Ils ne s'étaient pas pardonné les erreurs professionnelles et les lacunes d'organisation, qui, en les obligeant à accepter pendant quatre ans l'hérésie de la guerre d'usure, les avaient en définitive acculés à la défaite. Ils ont pensé, eux, si attentifs à ne rien négliger des parties dites basses et ouvrières de la guerre, si modernes dans la conception et la réalisation de leur outillage de combat, que les progrès du matériel devaient les aider à revenir aux enseignements de la grande époque.

Dans le même temps, nous allions au rebours du bon sens. Comme en 1806 les armées fédériciennes, nos armées sont restées figées dans des formules simplistes et fausses du passé et elles ont été battues parce que les développements du côté usinier, si l'on peut dire, de la guerre les ont conduites à s'écarter des idées saines au lieu de les y ramener.

Tandis que l'utilisation qu'ils ont faite au maximum des progrès des techniques automobile et aéronautique permettait aux Allemands de créer des armées de campagne d'une mobilité extraordinaire, nous, obnubilés par les exigences tout à fait particulières de la guerre de position et poursuivis par l'idée d'anéantir l'ennemi sous un déluge de feu, nous allions peu à peu vers l'ankylose.

Nous adoptons le système de la motorisation comme toutes les armées du monde, mais cette motorisation n'était pas spécialement conçue d'après des idées d'offensive à grand rendement. Elle avait surtout pour objet d'accélérer en période de crise le mouvement de rocade des réserves. On comptait sur elle pour faciliter ce qu'on a appelé les « colmatages ». Nous avions beaucoup de camions, mais pour les trains, les convois et les ravitaillements de toute nature ; nous avions très peu d'éléments motorisés et blindés de bataille. Notre Commandement ne mettait en eux qu'une confiance assez relative, faute de distinguer clairement les conditions de leur emploi. Certains chefs, peu enclins à se tourner vers l'avenir, trouvaient ce matériel délicat, compliqué, encombrant, difficile à entretenir et à ravitailler en campagne. Ils faisaient prévoir des déceptions et ne ménageaient pas les critiques. Bref, l'ère des discussions était loin d'être close à leur sujet.

Toujours l'expérience du passé. Aussi nos deux divisions de cavalerie blindées n'étaient-elles comparables aux douze divisions cuirassées allemandes ni sous le rapport de l'organisation ni sous celui de l'instruction tactique. La preuve, c'est quelles ont été impuissantes, malgré toute leur bravoure, à enrayer l'avance de l'ennemi dans la partie nord-est des Flandres où celui-ci n'avait pourtant mis en ligne aucune de ses divisions cuirassées. Quant à la division que nous avons jetée sur l'Aisne, elle avait été formée si hâtivement et avec des éléments si hétéroclites, qu'on ne saurait lui reprocher de n'avoir joué qu'un rôle épisodique.

Nous vivions sur l'idée d'une guerre de matériel, mais d'une guerre de matériel mal comprise, avec l'arrière-pensée qu'on n'échapperait pas à une longue lutte d'épuisement. Nous possédions du matériel, un matériel puissant et nombreux, surtout en ce qui concerne l'artillerie, mais si malaisé à se déplacer qu'il a été impossible de le

sauver pendant la bataille de France. Nous l'avions fabriqué en vue d'une sorte de guerre lente, méthodique, progressive et meurtrière. Les Allemands avaient construit le leur en vue d'une foudroyante guerre de mouvement. Un de leurs experts militaires a écrit : « Tandis que notre Commandement pensait “motorisé”, l'Etat-major français pensait “à pied.” » Cette erreur fondamentale a eu les conséquences que l'on sait.

Ajoutons que l'ennemi estimait qu'une guerre rapide de manoeuvres en terrain libre coûterait bien moins de sang qu'une guerre de position. L'événement a justifié ses prévisions : les pertes ont été des deux côtés relativement faibles, eu égard aux effectifs engagés, alors que le nombre des prisonniers alliés s'est élevé à un chiffre sans précédent dans l'histoire.



On pourrait allonger encore la liste des erreurs de jugement de notre Haut Commandement ; nous ne retiendrons que celle qui a amené la débâcle de nos armées du Nord si scandaleusement qualifiée par la propagande belliciste et par nos gouvernants eux-mêmes de « triomphe de Dunkerque ».

Après la guerre mondiale, on avait beaucoup discuté l'opportunité du repli stratégique de nos armées de la Meuse à la Marne dans les derniers jours du mois d'août 1914. On reprochait au Commandement d'avoir abandonné sans combat nos départements industriels du Nord, leurs charbonnages et leurs usines, pour soustraire son aile gauche à une menace d'enveloppement. Ç'avait été, prétendait-on, une manoeuvre de concept classique, mais en désaccord avec les possibilités nouvelles de la guerre, l'expérience ayant prouvé, pendant les quatre années qui ont suivi, qu'avec l'armement moderne les troupes peuvent tenir indéfiniment partout, même dans les positions les plus paradoxales. Cette vue s'inspirait, bien entendu, des théories de la guerre d'usure.

En mai 1940, l'Etat-major français, rallié d'ailleurs en grande partie au principe de l'inviolabilité des fronts, n'a pas voulu s'exposer aux mêmes critiques. L'annonce qu'une brèche venait de s'ouvrir dans la région de Sedan entre le groupe des armées du Nord et celui des armées du Centre ne l'a pas autrement frappé. Il ne s'agissait que de la boucher comme autrefois. Il prescrivit au Commandement de notre aile gauche de s'accrocher au terrain en Belgique et de monter une puissante contre-offensive partant d'Arras en direction générale de Chauny, par Bapaume et Péronne, pour tendre la main aux troupes françaises installées derrière le canal de l'Oise à l'Aisne.

On sait ce qu'il advint de cette offensive. Elle fut stoppée avant même d'avoir débouché. Pourquoi ? Parce que les Allemands n'avaient pas creusé une poche profonde dans notre front pour s'arrêter à bout de souffle. Ils étaient en pleine action, sans le moindre élément de combat à la traîne, entièrement maîtres du lendemain. La surprise n'avait cessé de jouer partout en leur faveur. Leurs divisions cuirassées avaient marché sans désemparer vers la mer par Abbeville, Saint Valery-sur-Somme et Boulogne et réussi d'un seul coup la grande manoeuvre stratégique d'encerclement qui a amené la destruction des 45 divisions de notre aile nord et la capture de leur immense matériel. Derrière elles, serrant d'aussi près que possible, les divisions d'infanterie s'employaient à élargir la brèche ou à consolider ses flancs au fur et à mesure de leur arrivée dans la zone d'opérations qui leur était affectée.

La décision du Haut Commandement français s'explique par deux raisons qui montrent combien retardaient ses concepts militaires : d'une part, il réagissait conformément aux prétendus enseignements de la guerre mondiale ; d'autre part, il se montrait dans une ignorance à peu près complète des vraies intentions de l'ennemi et de la puissance irrésistible de ses moyens d'action. Son incompréhension de la nature et de la portée réelles des événements a été telle qu'elle l'a tout d'abord incliné à croire

et à dire au gouvernement que la défaite de Sedan était due à la défaillance de nos soldats.

On répondra qu'il n'y avait rien d'autre à faire que d'essayer de ressouder le front français.

Certes la bataille allait trop vite dans les plaines du Soissonnais pour qu'on put ramener à temps sur la Somme ou sur la basse-Seine nos armées aventurées en Belgique. Leurs arrières étaient déjà menacés, et l'aviation ennemie commençait la destruction systématique des gares et des voies ferrées.

Mais cela le Commandement ne le savait pas encore au soir de la rupture de Sedan, lorsqu'il se refusait à donner à ces armées l'ordre de se dérober. Rien ne prouve que, malgré la gravité de la situation, si les forces anglo-franco-belges s'étaient tout de suite repliées au moins sur les fortifications de la frontière du nord, l'offensive ordonnée le 23 mai par le nouveau généralissime Weygand contre la ligne Bapaume-Cambrai n'aurait pas été montée dans de bien meilleures conditions et, partant, n'aurait pas produit un tout autre résultat.



On s'est demandé si la capitulation des 24 divisions belges n'a pas été pour beaucoup dans la défaite anglo-française. C'est toujours prendre l'effet pour la cause. Ces divisions ont déposé les armes, après dix-huit jours de combats incessants, parce que la bataille générale était perdue et qu'elles n'avaient plus aucun moyen d'offrir une résistance organisée. Quand elles ont cessé le feu, le 28 mai, tout espoir s'était évanoui de ressouder les deux tronçons de l'armée française entre Arras et l'Oise. Le sort de la France était fixé.

Sept jours plus tôt, le Haut Commandement avait suggéré au roi Léopold de faire le sacrifice de la Belgique et de ramener ses forces derrière les inondations de l'Yser, comme en 1914. Il comptait sur ce raccourcissement du front des Flandres pour couvrir plus solidement le flanc nord-est de la contre-offensive qu'il préparait en direction générale de Bapaume. Les hésitations du roi n'eurent pas de conséquences fâcheuses, car, après l'échec de nos contre-attaques en Artois et en Picardie, les 24, 25 et 26 mai, la présence des débris de l'armée belge dans le terrible étai qui se resserrait chaque jour sur Dunkerque, n'aurait fait qu'augmenter le désordre des troupes alliées et l'embarras de leurs chefs, sans aggraver les difficultés de l'ennemi. Celui-ci n'exerçait, en effet, qu'une pression relativement faible à son aile droite parce qu'il craignait de voir son adversaire se décrocher avant le verrouillage définitif des passages de la Somme. La lenteur de ses mouvements dans la région du bas-Escaut s'explique par son désir d'enfermer le plus de troupes possible dans la nasse.

Quant au rôle joué par l'armée anglaise dans la bataille des Flandres il n'est pas sans intérêt de s'y arrêter un instant. Sur les neuf divisions de cette armée, trois furent maintenues en réserve et les six autres ne s'engagèrent à fond nulle part. Dès le 20 mai, jour de l'entrée des Allemands à Abbeville, le général Gort, vraisemblablement sur des instructions venues de Londres et sans en référer au Généralissime, prit ses dispositions pour assurer en temps utile l'évacuation totale de son armée. Le lendemain, commençait à Dieppe, au Havre et à Cherbourg le rapatriement des services de l'arrière. Le Commandement anglais préparait ainsi, mais sous une autre forme, un geste analogue à celui du roi des Belges, à savoir l'abandon de ses alliés en pleine bataille.

La préméditation de laisser aux seuls Français le soin de porter le poids de l'effort allemand apparaît plus clairement encore quand on sait que, le 21 mai, le général Weygand, venu par avion pour organiser la contre-offensive destinée à refaire l'unité du front d'occident, trouva tous les généraux à leur poste à l'exception d'un seul : le Commandant en chef des Britanniques. Il vit le roi Léopold, mais dut repartir sans avoir pu joindre lord Gort., Peut-être celui-ci avait-il ses raisons d'éviter le

Généralissime. Toujours est-il que ses divisions ne prirent aucune part importante à la contre-offensive déclenchée deux jours plus tard, qu'elles ne combattirent que mollement et que, dans la nuit du 25 mai, dix jours avant la prise de Dunkerque, elles exécutèrent un repli de 40 kilomètres en direction de la mer. Ce mouvement eut des conséquences très graves : il portait de 30 à 70 kilomètres la largeur de la brèche allemande dans le temps même où nos soldats s'efforçaient de la boucher.

Le même jour, les premiers régiments britanniques s'embarquaient pour l'Angleterre. La décision du vicomte Gort, prise à l'insu du Commandement français, a permis à cet officier général de rapatrier 235.000 hommes, soit la presque totalité de son armée, pendant que nos troupes continuaient de lutter désespérément pour enrayer l'avance allemande. Nous ne pûmes sauver que 100.000 hommes sur les 350.000 que nous avions engagés. Ainsi s'explique que M. W. Churchill se soit cru autorisé à qualifier de triomphale cette retraite exécutée au prix de la plus condamnable des désobéissances, celle d'un soldat.

Pour les Anglais, le Commandement unique dans cette guerre, comme dans la précédente, n'a valu qu'autant qu'il a servi leurs intérêts.



Il n'y a rien à dire de la bataille, perdue d'avance, qui s'est livrée à partir du 5 juin de la Somme à Montmédy, sur un front de 300 kilomètres. Les 55 divisions qui nous restaient ne pouvaient prétendre contenir la poussée de 150 divisions allemandes motorisées. Après cinq jours de durs combats, nos troupes, étirées sur un long cordon, sans réserves qui puissent les étayer en profondeur, se disloquèrent et battirent en retraite sans plus offrir nulle part une résistance organisée. Le flot des fuyards et des réfugiés augmenta la confusion. En vingt jours, l'ennemi s'empara de la moitié de la France, de Nantes à la frontière suisse, encerclant la ligne Maginot qui dut capituler après la belle défense que l'on sait.

Nous remarquerons seulement à la décharge du Commandement français, que depuis le début de juin, avant même la chute de Dunkerque, il n'avait plus d'illusions et considérait l'armistice comme la seule façon de limiter le désastre. L'histoire dira que cette seconde bataille, héroïque, lamentable et inutile, n'a été engagée que sur l'ordre formel de notre gouvernement qui n'a pas eu la fermeté de résister aux violentes objurgations du gouvernement anglais.



Que conclure des développements qui précèdent ? Avant tout, notre devoir est de dire que le soldat de 1940 a résisté tant que cela lui a été possible et qu'il l'aurait fait, au besoin pendant quatre ans aussi glorieusement que son devancier de la Grande Guerre, s'il n'avait pas été mis par les procédés, les moyens d'attaque et la stratégie de l'ennemi, dans une quasi impossibilité de se battre efficacement.

Nous l'avons vu, les gouvernements français n'avaient rien fait pour entourer son entraînement moral et professionnel de toutes les précautions nécessaires et le Commandement lui-même avait laissé s'introduire dans les casernes des habitudes, des façons de voir et de penser dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'étaient pas très militaires ; il n'en reste pas moins que parler de débandades, c'est prendre, là encore, l'effet pour la cause.

S'il est vrai que personne n'a vu, cette fois-ci, passer dans la Brie, en Bourgogne ou dans le Nivernais, une grande armée battant en retraite avec cet ordre impressionnant qui avait tant réconforté l'observateur en 1914 après la défaite de Charleroi, c'est que

l'offensive allemande avait pris sur la Meuse, sur la Somme, sur l'Oise et sur l'Aisne, un tel caractère torrentiel qu'il ne nous restait plus que des débris.

Le nombre de nos prisonniers et la capture sur place de notre matériel attestent que nulle part nos troupes ne se sont enfuies sans lutte. Elles se sont battues, et par endroits magnifiquement, mais l'ennemi a mené trop vite la bataille pour qu'il ait été possible de s'adapter à ses méthodes. D'ailleurs, nous n'avions rien de comparable à opposer à ses moyens, ni aviation, ni divisions cuirassées. Ce qui est arrivé à la 9^e armée, qu'on a trop légèrement accusée de défaillance, serait arrivé à toute autre de nos armées, si elle avait subi le même assaut.

Le vrai est que personne n'a trahi, ni les officiers ni les hommes. Pourrait-on dire de l'équipage d'un destroyer qu'il a trahi parce que son bâtiment a sombré, écrasé par l'abordage d'un cuirassé ? Si donc on veut demander des comptes, c'est vers le Gouvernement et le Commandement qu'il faut se tourner. Dans une armée digne de ce nom, la responsabilité ne s'égare pas. Elle appartient en définitive aux chefs et à eux seuls.

Telle est la rançon de leurs honneurs et de leurs hautes situations.



Nous avons exposé les fautes et les erreurs commises. On peut dire qu'elles étaient inscrites dans le régime. Le préjugé démocratique n'admettait pas que le militaire se mêlât des affaires publiques. L'armée était la grande muette. Dans notre pays où toutes les choses, importantes ou non, n'étaient jamais envisagées que sous l'angle de leurs répercussions électorales, ce grand corps étranger n'avait aucun moyen sérieux de se faire entendre. Les idées malsaines qui rôdaient autour de lui pouvaient bien le pénétrer ; il n'avait aucune possibilité de faire prévaloir les idées saines. La Constitution dite de 1875, ce fatras de lois où il y a de tout, même de quoi instaurer une dictature, et qui a livré la France à plus de cent équipes successives d'irresponsables, ne demeure sans ambiguïté que sur un point : la subordination absolue du pouvoir militaire au pouvoir civil.

Notre Etat-major n'est admis à se faire entendre que lorsqu'on le lui demande, et encore n'est-ce qu'à titre consultatif. Nous ne parlerons pas du ministre de la Guerre, toujours choisi pour des considérations étrangères aux intérêts de l'armée et dont le rôle, purement administratif, se borne le plus souvent à plaider devant le Parlement les dossiers de ses services. Le portefeuille de la Guerre est parmi les plus convoités parce que, portefeuille technique, il assure à son titulaire, en même temps qu'un certain prestige, une tranquillité qu'on ne conserve jamais au même degré à la tête des ministères dits politiques. En temps de paix, c'est presque une situation de tout repos.

Le Conseil supérieur de la Guerre s'accommodait de l'humilité relative de ses attributions. Il en déduisait que son grand souci devait être de dégager sa responsabilité.

Le trait suivant illustre sa vraie position vis-à-vis des Pouvoirs publics : il arriva, chose assez rare, qu'un ministre de la Guerre crût expédient, pour se couvrir, de le consulter sur une question à soumettre au Parlement. Il s'agissait de supprimer cinq mille officiers de l'armée active. Le Conseil, inquiet et gêné, comme toujours en pareil cas, eut tout de même la fermeté d'émettre un avis défavorable, ce qui d'ailleurs n'empêcha pas Gouvernement et Parlement de passer outre. La séance avait été tenue dans une atmosphère glaciale. En sortant, le Ministre dont il s'agit, qui a présidé pendant près de cinq ans à nos destinées militaires, claqua la porte en s'écriant : « Si jamais on m'y prend, à refoutre les pieds dans cette boîte-là ! »

Ce n'est rien qu'un incident. Il relève de la petite histoire, mais il éclaire bien des choses. Il est caractéristique de la cordialité des rapports qui régnaient, en haut lieu, entre politiciens et militaires et, aussi, du cas que les premiers faisaient de l'opinion des seconds, même sur les questions les plus graves. Les deux formations d'esprit s'opposaient d'une façon presque irréductible. Aucune collaboration vraiment franche et confiante, aucune unité de vues ni d'action. Les politiciens inclinaient à tenir les

militaires pour des ganaches ; ceux-ci méprisaient les politiciens tout en leur témoignant la déférence indispensable à la sauvegarde de leurs intérêts personnels.

Une préparation à la guerre, conduite dans de pareilles conditions de travail ne pouvait nous mener qu'où nous en sommes.

L'Etat-major français a eu le tort d'admettre et de supporter une situation qui n'était pas en rapport avec les devoirs et les responsabilités de sa charge, avec les exigences de toutes sortes qu'imposait l'organisation de la nation pour la guerre. Son excuse, si c'en est une pour des hommes arrivés au sommet de la hiérarchie et qui n'avaient plus rien à attendre, est qu'ils considéraient l'acceptation comme une des formes du devoir militaire. Tous n'étaient pas des héros de Vigny, mais tous pratiquaient un conformisme comme il n'en existe nulle part de semblable. Ils étaient « arrivés » eux-mêmes, grâce à ce conformisme étroit et respectueux sans lequel en France un soldat passe très vite pour indiscipliné.

Dans l'armée, on n'aimait pas l'esprit critique. Beaucoup d'officiers de valeur se sont vus arrêtés ou ralentis dans leur carrière parce que, au cours de manoeuvres sur la carte ou sur le terrain, ils avaient laissé soupçonner qu'ils ne se ralliaient pas sans réserve aux solutions indiquées par le directeur de l'exercice. On mettait dans leurs notes une petite phrase comme celle-ci : « N'a pas tiré tout le profit désirable de l'enseignement qu'il a reçu à tel ou tel centre d'études ». Et leur avenir se trouvait fort compromis.

Ce conformisme, cette espèce de passivité dans lesquels ils avaient vécu pendant quarante ans et qui a été si néfaste, a porté nos grands chefs à ne jamais protester que pour se mettre à couvert. Ils s'absolvaient en affectant d'y voir une haute manifestation de leur esprit de discipline. Pour tout dire, ils suivaient une tradition moribonde, respectable du point de vue des sentiments, mais terriblement dangereuse au regard des exigences nouvelles de la guerre. L'ésotérisme distant, l'atmosphère de persiennes closes de leurs bureaux où ne travaillaient que des subordonnés choisis pour leur déférence et leur aptitude à transmettre plus tard la doctrine, n'étaient pas de nature à faire naître des idées hétérodoxes.

D'autre part, l'enseignement professé à l'Ecole Supérieure de Guerre avait une tendance assez marquée à se complaire dans des régions olympiennes. Il ne semble pas qu'il se soit intéressé autant qu'il eût été nécessaire, aux côtés pratiques et réalisateurs de la question. Il envisageait la guerre dans une sorte d'absolu, la guerre avec un grand G, « l'art pour l'art », sans beaucoup s'attarder aux humbles contingences, sans trop se préoccuper de savoir si sa haute stratégie s'accordait exactement aux moyens d'exécution dont disposait l'armée française.

Les travaux se faisaient le plus souvent sur la carte. Des procédés d'attaque et de défense, de la puissance de combat des troupes, de leur capacité de résistance, de leur armement, de leur outillage, on en parlait, bien entendu, mais comme, de problèmes déjà résolus ou à résoudre en d'autres lieux. S'employer à mettre nos soldats en mesure de réaliser les conceptions du Commandement, c'était affaire aux sections techniques du Ministère.

Bref, l'enseignement s'en tenait surtout à la discussion des principes et ne se rattachait que par des liens assez lâches aux problèmes d'ordre matériel qui auraient dû le conditionner.

Aux yeux de celui qui n'ignore pas le goût immodéré des Français pour le jeu des idées pures, cette espèce de cartésianisme n'allait pas sans inconvénients. Il tendait à faire oublier qu'une solution scolaire, si brillante soit-elle, demeure sans valeur, tant qu'elle échappe à la sanction du réel. Qu'elle plaise pour sa logique, sa clarté, son élégance, elle n'en doit pas moins être avant tout considérée en fonction de ses possibilités d'exécution.

En temps de paix, l'armée a le défaut d'être un grand rouage tournant, pour ainsi dire, dans le vide. Elle échappe au train de la vie courante ; elle reste « en marge ». Ses disciplines intellectuelles sont spéciales, comme sa discipline morale. Elle ne subit pas l'épreuve instructive des luttes quotidiennes pour le mieux faire et le mieux être. Il lui manque le stimulant des concurrences et des difficultés à vaincre auxquelles l'industriel, le commerçant se heurtent quotidiennement et comme à chaque pas.

C'est seulement lorsque s'ouvrent les hostilités, c'est-à-dire par exception, qu'elle est appelée à vérifier sa valeur, et c'est pourquoi, faute d'être constamment rappelés à l'ordre par les leçons de l'expérience, les esprits y inclinent trop souvent à se laisser aller à l'attrait des raisonnements a priori.

Le plan de la bataille que les armées françaises ont livrée, le 22 août 1914, dans les Ardennes belges, était de premier ordre sur le papier ; il aurait obtenu la note la plus flatteuse au cours d'un exercice de salle. Ce plan ne se proposait rien de moins que d'enfoncer le centre des armées de l'Allemagne impériale entre Givet et Arlon, pendant que l'aile droite de ces armées s'étirait au nord de la Meuse dans leur mouvement de débordement de notre aile gauche.

C'était, à peu de chose près, une réplique de la manoeuvre de Pratzen. Il tendait à prendre l'ennemi « en flagrant délit », suivant l'expression consacrée, à isoler les corps allemands « aventurés » au delà du fleuve et, par conséquent, à les vouer à la destruction ou tout au moins à la capture.

Par malheur il n'était pas, cette fois, question d'un Kriegspiel. Non seulement les forces ennemies retranchées dans le Luxembourg ne se laissèrent pas bousculer, mais elles battirent nos armées dans des combats défensifs, prirent à leur tour l'offensive et nous obligèrent à battre en retraite jusqu'à la Marne. Ce qui devait être une nouvelle victoire d'Austerlitz s'était mué en la défaite de Charleroi.

Faut-il pour autant taxer notre Commandement d'incapacité ? Loin de là. Il n'était que trop fort pour la troupe. Ses vues étaient excellentes, il avait seulement négligé d'étudier de près l'emploi tactique des mitrailleuses et de s'occuper, avec le sérieux voulu, de la question d'artillerie lourde. Il avait oublié que si Bellone est fille d'un dieu, elle naquit aussi d'une mortelle.

Voilà comment il arrive qu'une conception théorique irréprochable s'effondre quand elle est en désaccord avec les moyens qu'exige son application. Un plan stratégique ne possède en lui-même aucune vertu ; il ne vaut qu'autant qu'il s'adapte aux conditions extrêmement complexes dont dépend sa réalisation devant l'ennemi. Il n'existe pas de problème militaire transcendantal. L'art de la guerre est le plus concret, le plus appliqué des arts. Au reste, ce mot de guerre n'a de signification que s'il s'accompagne d'un complément.

Les militaires, dans les Etats-majors plus encore peut-être que dans la troupe, ne devraient jamais travailler qu'en vue de la destruction de tel ou tel adversaire expressément désigné. D'où la nécessité pour eux de n'avoir d'yeux que pour cet adversaire, de l'épier pendant des années, d'étudier l'évolution de ses méthodes, de ses moyens d'attaque et de défense, de ses ressources de toute nature et d'adapter étroitement leurs combinaisons à ces méthodes et à ces moyens. Tout cela n'a qu'un rapport assez lointain avec la grande controverse d'idées. Mais le cas particulier de l'Allemagne était assez intéressant pour qu'on ne craignit pas de descendre des hauteurs de la spéculation pour s'appliquer à le résoudre, fût-ce au prix de travaux en apparence terre à terre.

Le réalisme, l'objectivité et le sens de la relativité figurent au premier rang des qualités d'un soldat. Rien de dangereux chez lui comme la tendance à l'abstraction.

L'Ecole Supérieure de Guerre formait des doctrinaires, des forts en thème, d'excellents ordonnateurs de mouvements, des hommes rompus au travail d'Etat-major ; elle ne faisait pas spécialement des esprits positifs et des connaisseurs éprouvés de l'armée allemande.



Peut-être aussi, l'Etat-major se croyait-il fondé à penser que l'instrument militaire auquel il apportait ses soins au milieu de cet effrayant isolement intellectuel et moral était apte à faire face à toutes les situations, parce qu'il avait triomphé moins d'un quart de siècle auparavant du même instrument militaire allemand qu'il aurait un jour à rencontrer ? Si cette pensée le rassurait, c'est qu'il avait oublié que la

victoire de 1918 n'avait été, *pour le Commandement*, qu'une assez pauvre victoire d'effectifs.

L'armée allemande était alors à bout de forces après une lutte gigantesque et épuisante, mais elle n'avait pas été rompue, encore moins disloquée et mise en fuite. Elle a demandé l'armistice parce qu'elle avait perdu l'espoir de vaincre et que, derrière elle, l'Allemagne était sur le point de se révolter, mais elle était toujours là, sur notre sol, en bel ordre et prête à résister encore, avec des compagnies de trente hommes, à près de trois cents divisions serbes, belges, anglaises, italiennes, américaines et françaises. Après l'armistice, ses deux millions d'hommes du front ouest ont exécuté en trois semaines une retraite au delà du Rhin, avec une discipline et une précision de mouvements auxquelles tous les techniciens se sont plu à rendre hommage.

Ce sont là des faits dont notre Commandement était mieux placé que personne pour tirer des leçons de modestie.

Quoi qu'il en soit, il apparaît que l'Etat-major français n'a pas su prévoir que les Allemands feraient l'impossible pour éviter une guerre comme la précédente, une guerre d'usure, dont ils savaient mieux que personne les dangers, puisque c'est à la nature de cette guerre qu'ils attribuaient en définitive leur défaite. Ou, s'il a prévu qu'ils voudraient en finir tout de suite par une grande bataille, il a cru habile et prudent de s'organiser pour faire traîner les choses en longueur. L'idée que le temps travaillerait pour lui, idée plus civile que militaire, l'a conduit à une préparation de nos forces en vue d'une guerre meurtrière et longue, alors que la raison commandait de s'outiller pour être en mesure de jouer le même jeu que l'adversaire, et de prendre le pas sur lui.

Aussi bien avait-il à peine entrevu le rôle essentiel que l'aviation serait appelée à jouer au combat. Le fait qu'il ait laissé le ministère de l'Air divaguer au gré des influences les plus diverses et qu'il n'ait pas exigé que ce ministère fût étroitement soumis à son contrôle, tout au moins en ce qui concerne la préparation à la guerre, prouve assez qu'il ne regardait pas la question sous son vrai jour. Il semble qu'il se soit borné à élargir et à préciser les règles d'emploi qu'on avait fixées pour cette arme au cours de l'année 1918, sans entrer en contact étroit avec les chefs de nos forces aériennes. Là encore, il ne pouvait se dégager du passé.

Les quarante années « d'expérience » de ses plus éminents représentants pesaient trop lourdement sur leurs épaules.

Quant aux chars d'assaut, s'il les jugeait intéressants pour les opérations de rupture, il était loin d'imaginer l'apparition sur les derrières des armées de ces puissantes divisions cuirassées qui devaient, par leurs manoeuvres foudroyantes, annihiler en quelques heures toutes nos possibilités de vaincre au cours de la bataille de France.

Dans les bureaux du palais des Invalides, on s'était laissé entraîner à une distinction subtile et fautive entre la guerre offensive et la guerre défensive. Tout se passait comme si on avait renoncé à croire qu'il n'y a pour les militaires qu'une manière de faire la guerre : celle qui conduit par les moyens les plus rapides à la destruction totale des forces armées de l'adversaire. Peut-être même n'attachait-on plus aux enseignements napoléoniens qu'un simple intérêt historique.

Certains pensaient que la guerre mondiale avait tout bouleversé, non seulement les moyens d'action, mais les principes eux-mêmes. D'autres allaient jusqu'à laisser entendre qu'un jour viendrait où l'on pourrait gagner la guerre sans avoir besoin de livrer bataille. Toutes les extravagances qui, depuis vingt ans, prenaient corps dans les milieux intellectuels des deux côtés de la Manche, avaient fini par obscurcir le bon sens.

La supériorité du Grand Etat-major allemand venait, au contraire, de ce qu'il avait soumis à une rigoureuse observation des principes la totalité de ce qui, de près ou de loin, se rapporte à la conduite de la guerre. Il n'a pas cherché un moyen terme entre les idées nouvelles et ces principes qu'il considérait à juste titre comme immuables. Il s'en est tenu au postulat que la bataille décisive, à laquelle il faudra toujours en venir puisque c'est d'elle que dépend le sort de la nation, doit être préparée dans une subordination absolue de toutes autres considérations à ses nécessités essentielles.

L'Etat-major français avait entendu parler, comme tout le monde de la guerre-éclair. Le malheur est que cette guerre lui ait paru une forfanterie accordée à ce qu'on pensait en France du goût des Allemands pour le grandiose et l'intimidation, mais

en complète opposition avec les expériences de 1918 où l'on avait procédé par progressions successives, méthodiques et réglées comme des ballets, depuis l'échelon de la division jusqu'à l'échelon du bataillon. Au total, il avait une opinion assez mesquine de l'offensive qu'il se plaisait à décorer du nom de conception scientifique.

Les Allemands avaient fait un tout autre effort d'imagination. Leur prétendu romantisme s'est joué de nos errements pseudo-classiques.

Si paradoxal que cela paraisse, la construction de la ligne Maginot n'a fait qu'aggraver le cas de notre Haut Commandement. A ses yeux, cette position fortifiée signifiait la consécration de la doctrine de l'inviolabilité des fronts et, par suite, de la guerre d'usure.

Nous l'avions construite avant que les Allemands eussent songé à nous donner la réplique par l'organisation de la ligne Siegfried. N'était-ce pas la preuve que nous étions dans la bonne voie puisqu'ils se décidaient tardivement à nous imiter ?

Or, la ligne Siegfried ne relevait certainement pas d'un concept exclusivement défensif. Si nos voisins tiraient d'elle les avantages que nous donnait la ligne Maginot, ils en escomptaient aussi d'autres bénéfiques infiniment plus précieux.

Le Grand Etat-major allemand voyait en elle le moyen de mener à bien cette guerre de mouvements qu'il ne se pardonnait pas d'avoir dû abandonner pendant la guerre mondiale. Elle n'était pour lui que l'application à un cas particulier du principe de l'économie des forces.

Sachant que la politique anglaise chercherait, en cas de conflit, à l'obliger de combattre sur deux fronts opposés, il s'est couvert à l'ouest par cette ligne, de manière à pouvoir garder une entière liberté d'action à l'est. Encore faut-il remarquer que, logique avec lui-même, il a poussé la ligne Siegfried de la Suisse à la mer du Nord alors que chez nous, où pourtant l'on n'avait en vue que la défense du territoire national, faute d'obtenir du Parlement l'effort financier nécessaire pour pousser les choses au delà, l'Etat-major avait arrêté la ligne Maginot aux abords de Montmédy, laissant ainsi à peu près découverte notre frontière de Belgique.

Et de fait, c'est la ligne Siegfried qui a permis aux Allemands d'entreprendre en Pologne une classique campagne de manoeuvres et de détruire en quelques jours les forces de nos alliés sans être aucunement gênés par la présence d'une armée de trois millions d'hommes sur le front ouest. En interprétant les travaux allemands comme une preuve qu'on appliquait en face sa doctrine, notre Etat-major se fiait aux apparences. La ligne Siegfried l'a empêché de voir ce qui se passait de l'autre côté de la frontière.

La grande bataille de France n'a été que l'éclatante et douloureuse démonstration de ses erreurs. On ne peut même pas lui reprocher de n'avoir pas su la conduire. La façon dont il avait conçu et organisé notre armée l'a mis a priori dans l'impossibilité de diriger cette bataille, comme elle a mis nos soldats dans l'impossibilité de combattre efficacement. Dès les premiers jours, les irruptions de l'ennemi dans nos arrières ont brisé toutes les commandes. Nos chefs ont pâti d'une espèce de cécité sans remède.

L'Etat-major allemand avait prévu cette situation et l'avait comptée au nombre des avantages de la guerre-éclair. C'est pourquoi, entre le 10 mai et le 12 juin, pendant toute la période de crise, il s'est gardé, dans ses communiqués journaliers, de rien dire qui pût renseigner son adversaire sur les positions successives de ses troupes. Il n'a commencé de le faire avec précision que lorsque nous ne nous battions plus que pour l'honneur du drapeau, c'est-à-dire quand cela n'avait plus d'importance.

On peut donc dire - et c'est par là que nous concluons - que, quelles que soient les responsabilités certainement plus graves encore du Gouvernement, notre Haut Commandement ne saurait sortir entièrement à son honneur de ce dilemme qui l'accuse : ou il connaissait la puissance de l'armée allemande et il est inexcusable de ne pas avoir exigé des Pouvoir publics, quitte à provoquer un éclat, une armée française capable de lui résister : ou il ne soupçonnait pas cette puissance, et il est impardonnable de l'avoir ignorée.

Paris, 20 septembre 1940.